



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*



ÉCOLES ET ACADÉMIES DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE PARTENAIRES DE LA DCSD

2026

SOMMAIRE

AVANT PROPOS	4
1 / Les écoles et académies soutenues par la DCSD	5
2 / Les écoles nationales à vocation régionale (ENVR) ou écoles assimilées	10
SANTÉ	
1 / L'école du service de santé des Armées de Lomé (ESSAL) – Togo	14
2 / L'école du personnel paramédical des Armées de Lomé (EPPAL) – Togo	17
3 / L'école d'application du service de santé militaire de Libreville (EASSML) – Gabon	18
SECURITÉ INTÉRIEURE - POLICE JUDICIAIRE	
4 / L'école internationale des forces de sécurité d'Awaé (EIFORCES) – Cameroun	22
5 / L'école internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire (EI3PJ) – Djibouti	24
6 / Le cours d'application des officiers de gendarmerie de Dakar (CAOG) – Sénégal	26
7 / L'académie des frontières de Porto-Novo (AdF) – Bénin	28
PROTECTION CIVILE	
8 / École supérieure internationale de protection civile (ESIPC) – Djibouti	31
LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ENVIRONNEMENTALE	
9 / L'académie internationale de lutte contre la criminalité environnementale (AILCE) – Congo	33
VOCATION MARITIME	
10 / L'institut de sécurité maritime interrégional d'Abidjan (ISMI) – Côte d'Ivoire	35
11 / L'école navale de Tica (EN Tica) – Guinée équatoriale	39
12 / Centre régional d'études maritimes (CREM) – Sri Lanka	41
FORCES ARMÉES	
13 / L'académie de logistique de Ouidah (ALO) – Bénin	43
14 / L'école du génie travaux de Makabandilou (EGT) – Congo	45
15 / L'école d'application et de perfectionnement interarmes de Thiès (EAPI) – Sénégal	47
16 / L'académie des systèmes d'information et de communication (AMSIC) – Côte d'Ivoire	49
17 / Le centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution de Ouidah (CPADD) – Bénin	51
18 / L'école d'administration des forces de défense de Libreville (EAFDL) – Gabon	53
19 / L'école d'état-major de Libreville (EEML) – Gabon	56
20 / L'école supérieure internationale de guerre de Yaoundé (ESIG) – Cameroun	59
LUTTE CONTRE LE TERRORISME	
21 / L'académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) – Côte d'Ivoire	62
CYBER	
22 / L'école de cybersécurité à vocation régionale de Dakar (ENC-VR) – Sénégal	65
23 / Le centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux de Podgorica (C3BO) – Monténégro	68

AVANT-PROPOS

Au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, en coordination avec les ministères des Armées, de l'Intérieur, de la Justice et de l'Economie et des Finances, la direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) a pour mission de contribuer au développement des compétences des forces armées, de sécurité intérieure et de protection civile des pays partenaires.

Pour mener à bien cette mission, son mode d'action privilégié est la formation, en France ou à l'étranger.

Pour rendre plus efficaces et organisées les actions de formation à l'étranger, un vaste réseau comprenant actuellement une vingtaine d'écoles dites nationales à vocation régionale (ENVR), a progressivement été mis en place. Développées à partir de la fin des années 1990, les ENVR relèvent du droit national du pays hôte et fonctionnent sur la base d'une convention en étroite partenariat avec la France. Les formations délivrées dans le cadre de ces écoles s'adressent à des stagiaires qui proviennent, pour au moins la moitié d'entre eux, de la sous-région avoisinant le pays hôte.

Outre les ENVR, la DCSD appuie, par la mise à disposition d'experts ou en contribuant aux dépenses de formation, une cinquantaine d'autres écoles réparties sur tous les continents, qui n'ont pas le même lien avec la France que les ENVR mais qui contribuent, à travers la diffusion du savoir-faire français, à développer les capacités de nos partenaires et alliés. Au total, à ce jour, une centaine d'experts français sont insérés dans plus de soixante-dix écoles. Ces écoles couvrent l'intégralité du spectre de la sécurité et de la défense, et s'adaptent aux évolutions et aux enjeux contemporains comme le contrôle des frontières, les réponses aux défis environnementaux, la lutte contre le terrorisme ou la cybersécurité.

Ce livret doit permettre de mieux connaître ce réseau des écoles soutenues par la DCSD, dans toute sa diversité, à travers des cartes et une présentation détaillée de chaque centre de formation. Les écoles sont classées par thème et par zone géographique.

Ce réseau d'académies, d'écoles et d'établissements de formation soutenu par la DCSD est en développement permanent et, chaque année, de nouvelles institutions voient le jour, signe de la vitalité d'un modèle qui répond aux besoins actuels de coopération. Puisse le lecteur se familiariser avec ces écoles et comprendre ainsi quel formidable outil de partenariat elles constituent.

Stéphane Richou

**Directeur de la coopération de sécurité et de défense
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères**



Les écoles et académies soutenues par la DCSD

La direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) contribue à la mise en œuvre de la politique étrangère en matière de sécurité et de défense du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. La formation est l'une de ses missions principales.

À cet égard, la direction s'appuie sur un réseau international de soixante-quinze écoles et académies auprès desquelles une centaine d'experts français sont insérés. Ces écoles structurent leur enseignement autour de grandes thématiques :

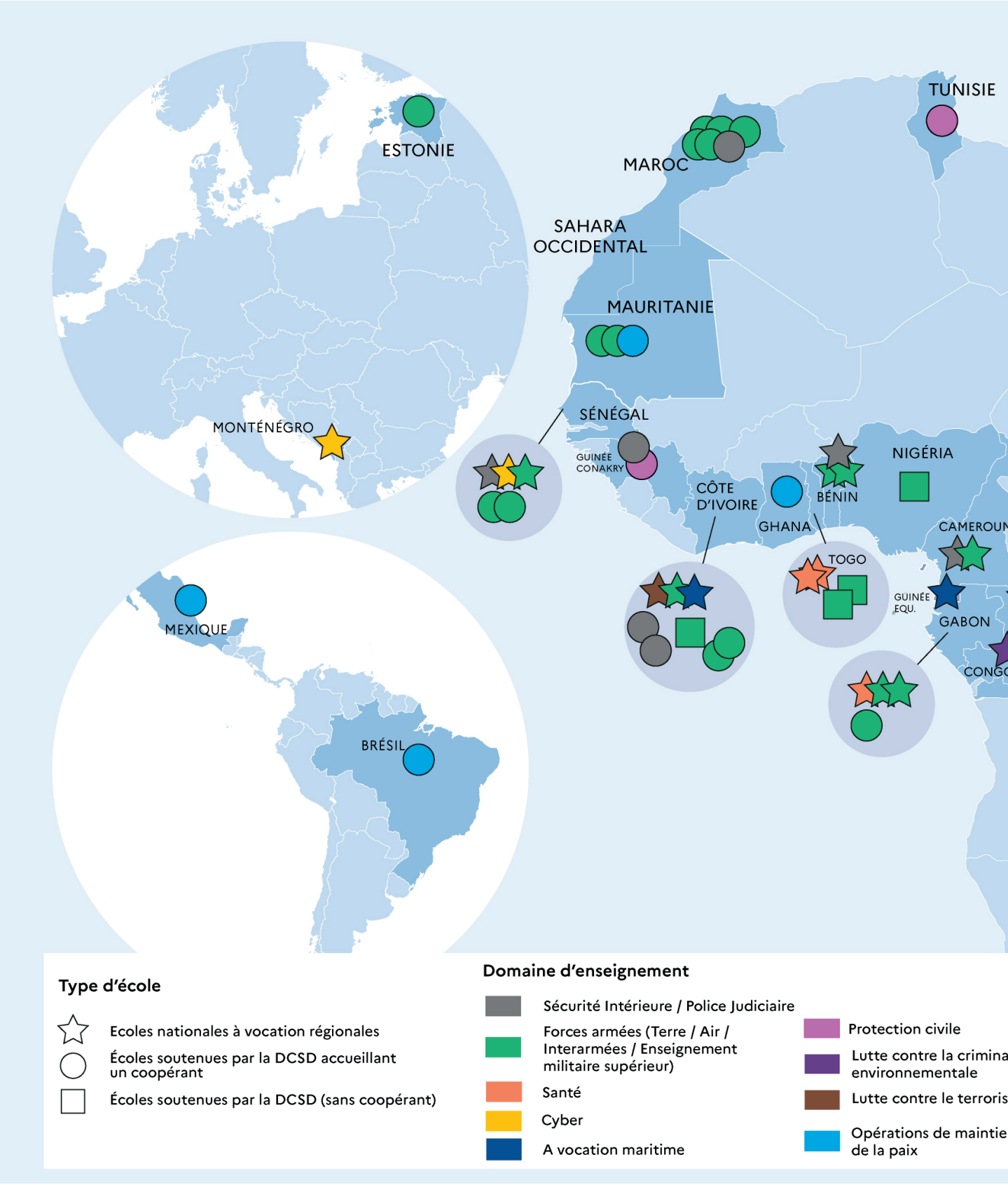
- la sécurité intérieure ;
- la protection civile ;
- la police judiciaire ;
- l'action de l'État en mer ;
- la formation militaire : interarmées (terre, air, marine) de la formation initiale à l'enseignement militaire supérieur ;
- la santé ;
- la lutte contre le terrorisme ;
- la lutte contre la criminalité environnementale ;
- le cyber, etc.

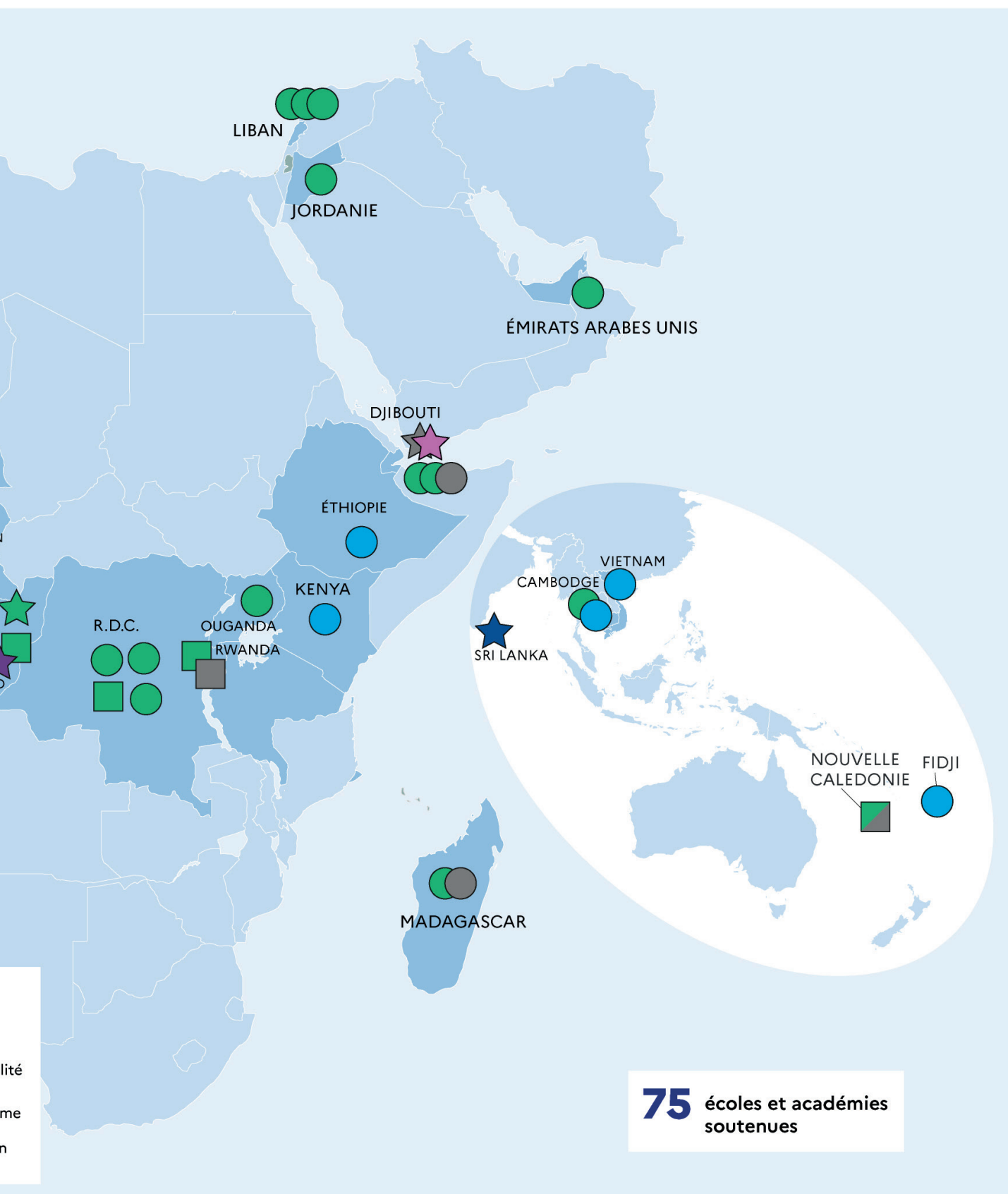
Parmi l'ensemble des écoles soutenues par la DCSD figure une cinquantaine d'institutions qui reçoivent une aide directe ou indirecte de la direction et plus de vingt écoles nationales à vocation régionale (ENVR), centres d'excellence encadrés par des conventions bilatérales entre la France et les pays hôtes. Les modalités d'association sont très différentes d'une école à l'autre et l'implication de la France peut être directe avec l'affectation d'un expert au sein de l'institution, ou indirecte avec le soutien financier, le don de matériel ou l'envoi ponctuel d'experts pour des missions d'enseignement.

Ces écoles sont présentes sur tous les continents. Outre les grands domaines de la défense, de la sécurité intérieure et de la protection civile, certaines forment également aux opérations de maintien de la paix et au français en milieu militaire. La DCSD couvre ainsi l'ensemble du spectre de la coopération de sécurité et de défense, y compris dans le cadre des missions des Nations Unies. Toutes ces écoles délivrent des formations utiles au renforcement capacitaire des forces de défense et de sécurité partenaires, au profit de l'ensemble de leurs personnels, et plus particulièrement des cadres.

La DCSD veille au développement de ces écoles, académies et ENVR selon les besoins exprimés par le partenaire et des priorités stratégiques de la politique étrangère de la France.

1. Présentation des écoles et académies soutenues par la DCSD





Liste des écoles de sécurité et de défense soutenues par la DCSD

Type d'école	Domaine d'enseignement	
☆ Ecoles nationales à vocation régionales	■ Sécurité Intérieure / Protection Civile / Police Judiciaire	■ Opérations de maintien de la paix
○ Écoles soutenues par la DCSD accueillant un coopérant	■ Forces armées (Terre, Air, Interarmées, Enseignement militaire supérieur, Déminage)	■ Cyber
□ Écoles soutenues par la DCSD (sans coopérant)	■ Lutte contre le terrorisme	■ A vocation maritime
	■ Santé	■ Lutte contre la criminalité environnementale

Afrique sub-saharienne

BÉNIN

- ☆ Centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution (CPADD)
- ☆ Académie de logistique opérationnelle (ALO)
- ☆ Académie des frontières (AdF)

CAMEROUN

- ☆ École supérieure internationale de guerre (ESIG)
- ☆ École internationale des forces de sécurité d'Awaé (EIFORCES)

CONGO

- ☆ École de génie travaux de Makabandilou (EGT)
- Garnison de Brazzaville (Enfants de troupes, Académie et École nationale des sous-officiers d'active - ENSOA)
- ☆ Académie internationale de lutte contre la criminalité environnementale (AILCE)

CÔTE D'IVOIRE

- ★ Institut de sécurité maritime interrégional (ISMI)
- ★ Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT)
- École de police nationale ivoirienne
- École de gendarmerie nationale ivoirienne
- ☆ Académie militaire des systèmes d'information et de communication (AMSIC)
- Institut d'études stratégiques et de défense (IESD)
- Académie des forces armées (AFA)
- Académie des métiers de l'armée de l'air (AMAA)

DJIBOUTI

- ☆ École internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire (EI3PJ) - Djibouti
- ☆ École supérieure internationale de protection civile (ESIPC)
- Académie de police Idriss Farah (APIFA)
- Académie militaire interarmées d'Arta (AMIA)
- École nationale des sous-officiers (ENSO)

ÉTHIOPIE

- Centre de formation internationale éthiopien du maintien de la paix (EIPKTC)

GABON

- ★ École d'application du service de santé militaire de Libreville (EASSML)
- ☆ École d'état-major de Libreville
- ☆ École d'administration des forces de défense de Libreville (EAFDL)
- École nationale de formation des officiers de Mandilou (ENFOMA)

GHANA

- Kofi Annan International Peace Keeping Center (KAIPKC)

GUINÉE CONAKRY

- École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN)
- École nationale de police et de protection civile de Kagbelen

GUINÉE ÉQUATORIALE

- ★ École navale de Tica (EN TICA)

KENYA

- International Peace Support Training Center (IPSTC)

MADAGASCAR

- Garnison d'Antsirabe (Académie militaire - ACMIL, École nationale des sous-officiers d'active - ENSOE, lycée militaire)
- École formation gendarmerie (EFG)

MAURITANIE

- Collège de Défense G5 Sahel
- Académie militaire interarmes
- Centre de maintien de la paix et de l'entraînement opérationnel (CMPEO)

NIGÉRIA

- Académie des officiers (National Defence Academy)

UGANDA

- École des troupes de montagne

R.D.C.

- École de guerre de Kinshasa (EGK)
- École de commandement et d'état-major (ECEM)
- École d'artillerie de Kitona
- Académie militaire de Kananga

RWANDA

- Académie militaire de Gako
- Académie de police de Musanze

SÉNÉGAL

- ★ Cours d'application des officiers de gendarmerie (CAOG)
- ★ École de cybersécurité à vocation régionale de Dakar (ENC-VR)
- ★ École d'application de perfectionnement de l'interarmes (EAPI)
- École de l'armée de l'Air (EAA)
- Institut de Défense du Sénégal (IDS)

TOGO

- ★ École de service de santé des armées de Lomé (ESSAL)
- ★ École du personnel paramédical des armées (EPPA)
- Collège militaire Eyadema (CME)
- École de formation des officiers des forces armées togolaises (EFOFAT)

Afrique du nord - Moyen Orient

ÉMIRATS ARABES UNIS

- Air Warfare Center (AWC) - Centre Régional d'entraînement au combat aérien

JORDANIE

- École des blindés

LIBAN

- École de commandement et d'état-major
- École régionale de déminage humanitaire du Liban (ERDHL)
- École des sous-officiers

MAROC - SAHARA OCCIDENTAL

- École royale de l'air
- Collège royal de l'enseignement militaire supérieur de Kenitra
- École de plongée de la marine royale
- École royale de l'artillerie
- École de la marine royale marocaine
- Institut royal de police (IRP)

TUNISIE

- École et centre de formation protection civile

Amérique latine

BRÉSIL

- Centro Conjunto de Operações de Paz do Brasil (CCOPAB)

MEXIQUE

- Centro de Entrenamiento Conjunto de Operaciones de Paz de Mexico (CECOPAM)

Asie

CAMBODGE

- École des officiers d'active de Thmat Paung
- National Center for Peacekeeping Force, Mine and Explosive Remnants of War Clearance (NPMEC)

VIETNAM

- Vietnamese Peace Keeping Center (VNDPKO)

SRI LANKA

- ★ Centre régional d'études maritimes (CREM/RCMS)

FIDJI

- Centre de formation des opérations de maintien de la paix et d'aide humanitaire d'urgence du camp Blackrock

NOUVELLE - CALEDONIE

- Académie du Pacifique

Europe continentale

ESTONIE

- Baltic Defence College

MONTÉNÉGRO

- ★ Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO/WB3C)

2 Les écoles nationales à vocation régionale (ENVR) ou écoles assimilées

Les ENVR, mode d'emploi

Les ENVR sont mises en place dans le cadre d'un partenariat bilatéral entre l'État d'accueil et la France.

L'État hôte assure le soutien matériel de l'école. Il met à disposition des terrains et des infrastructures et nomme les cadres de direction et d'administration de l'école. La France apporte son soutien dès la conception du projet d'ENVR, en fournissant du matériel pédagogique, en allouant un budget de fonctionnement dédié à l'accueil des stagiaires étrangers et en affectant des experts auprès du directeur de l'école.

La DCSD finance l'envoi ponctuel d'experts dans les ENVR tout au long de la scolarité des stagiaires, suivant les besoins exprimés en formation.

Le concept des ENVR : répondre aux demandes de formation militaire des pays partenaires en favorisant la dimension régionale

En 1997 naît le concept d'école nationale à vocation régionale. « Nationale » car ces écoles, implantées dans un pays hôte appartiennent, de plein droit, aux forces de défense et de sécurité du pays partenaire considéré. « À vocation régionale » car ces écoles accueillent des stagiaires issus du pays hôte comme de l'ensemble de la région et de la sous-région.

Leur statut prévoit un ratio de la moitié à deux tiers de stagiaires régionaux pour chaque formation. Ces écoles proposent des capacités de formation complémentaires à l'offre proposée en France, tout en garantissant un enseignement de qualité, adapté aux enjeux régionaux des pays hôtes.

Le développement des ENVR et la diversification des domaines de formation

Depuis 1998, plus de vingt mille stagiaires ont été formés dans les ENVR. Devenues force d'intégration régionale, les ENVR sont un élément clef de la politique étrangère de la France en matière de sécurité et de défense et un vecteur privilégié par les partenaires pour favoriser l'interopérabilité des armées.

Pour répondre aux évolutions stratégiques, les ENVR ont adapté leurs activités et couvrent désormais sept grands domaines de formation :

- La santé au sein de trois écoles qui permettent la formation de médecins, de pharmaciens, d'infirmiers militaires et d'officiers du corps technique et administratif.

De la formation initiale au doctorat, l'enseignement couvre les domaines de la médecine militaire (sauvetage au combat, soutien en opérations extérieures) et civile (soins aux populations).

Les cours sont dispensés par du personnel médical africain et français inséré au sein des écoles, avec l'intervention ponctuelle d'experts du Service de santé des armées français dans le cadre de missions d'expertise.

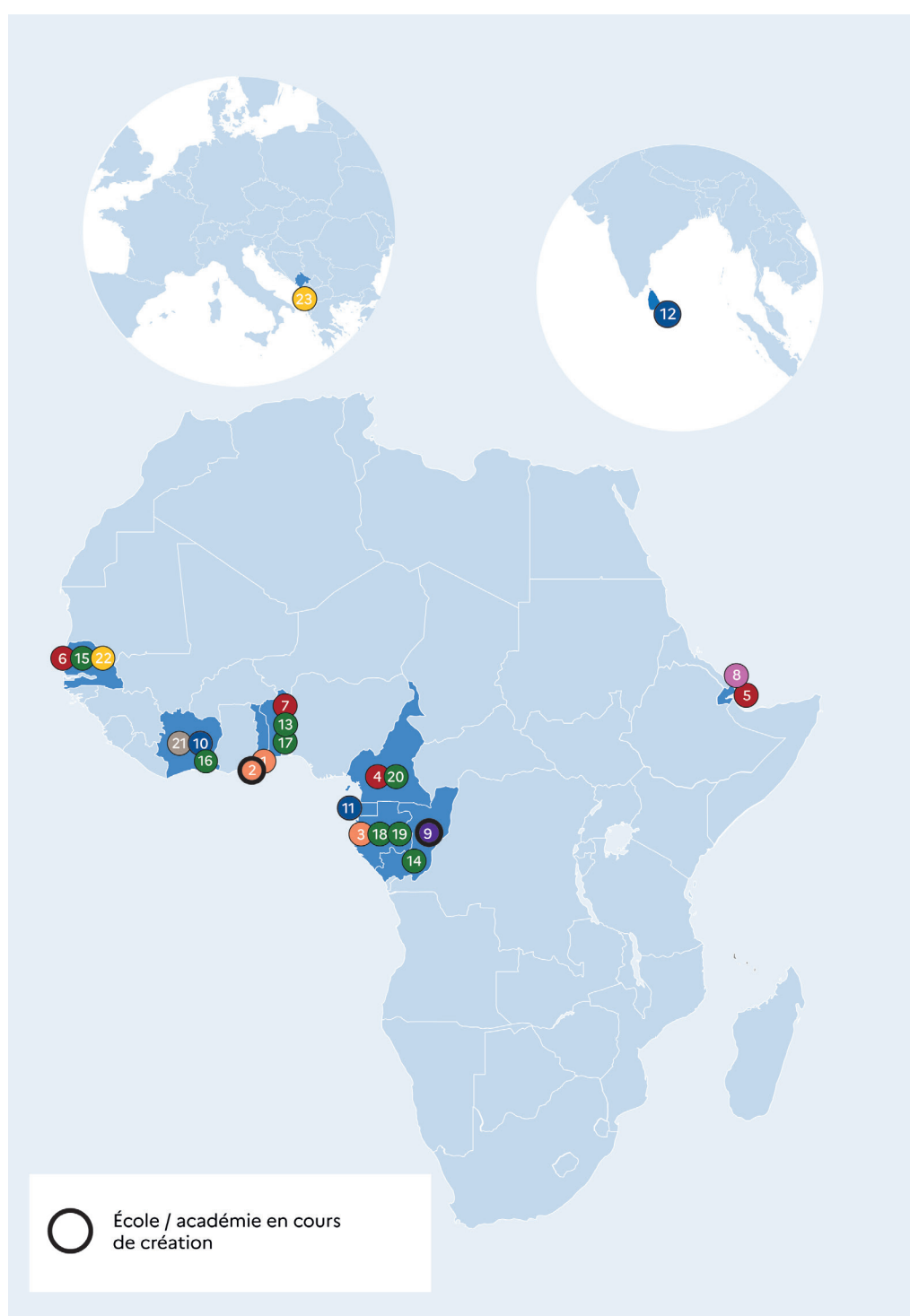
- La sécurité intérieure, la protection civile et la police judiciaire pour accompagner les partenaires dans la consolidation de leurs services de sécurité au profit des populations. Cinq écoles accueillent les forces de police et de gendarmerie, les pompiers et les douaniers africains pour des formations allant de quelques semaines à une année entière afin de renforcer leurs compétences, leurs responsabilités et leur engagement à l'échelle de leur pays comme de la région. Les écoles prennent en compte les nouveaux enjeux de sécurité intérieure avec le déploiement de nouvelles stratégies de lutte contre la criminalité, le soutien aux enquêtes judiciaires, le renforcement de la gestion administrative mais aussi l'assistance aux populations en cas de catastrophes industrielles et naturelles.
- Les forces armées, couvrent des cursus allant de la formation initiale aux académies d'enseignement militaire supérieur. Les écoles interarmées proposent également une spécialisation dans les domaines du soutien administratif et du déminage, afin de répondre aux enjeux des contextes post-conflits. Les ENVR contribuent ainsi à former les élites des armées au sein d'académies d'enseignement militaire supérieur, sur le même modèle que leurs homologues françaises. Fortes de leur succès, ces écoles militaires sont unanimement plébiscitées par les pays partenaires, contribuant à fortifier leur autonomie en matière de défense. Leur vocation régionale, facteur de mutualisation des moyens, permet également d'accroître l'interopérabilité des armées.
- Les ENVR forment également dans le domaine maritime. Au sein des écoles de ce domaine, l'enseignement porte sur le renforcement des capacités d'action des Etats en mer (AEM), la protection du milieu marin ainsi que sur la surveillance et la sécurisation des espaces maritimes, enjeu stratégique notamment pour les pays partenaires riverains du golfe de Guinée. Ces écoles interviennent au profit des cadres militaires et civils.
- La lutte contre le terrorisme, grâce à l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT), implantée en Côte d'Ivoire. Au sein de sa gouvernance, l'académie rassemble des pays du monde entier et des organisations régionales et internationales afin de promouvoir une stratégie de lutte contre le terrorisme unique en son genre. L'école bénéficie des expertises des pays engagés dans la lutte contre le terrorisme, pour permettre la création d'une culture commune et d'une stratégie globale et répondre ainsi aux défis soulevés par le terrorisme en Afrique.
- La lutte contre la criminalité environnementale fait également partie des thématiques sur lesquelles la DCSD s'engage. La création d'une école est ainsi en cours de discussion avec la République du Congo afin de mettre à profit le savoir-faire interministériel français pour faire face aux enjeux majeurs de la lutte contre la criminalité environnementale. Selon les priorités qui seront identifiées avec le partenaire, les formations qui seront réalisées dans cette structure pourront s'adresser à des agents de profils variés. Il pourra s'agir d'agents issus des forces de sécurité intérieure, de magistrats, d'éco-gardes, de douaniers, de garde-frontières ou de militaires des forces armées.
- La cybersécurité avec une école au Sénégal, pôle d'excellence régional dans le numérique dont le succès a encouragé l'ouverture de la première école hors du continent africain, devenue une Organisation Internationale : le centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO) implanté au Monténégro. Les écoles dispensent des formations cyber pour renforcer les capacités opérationnelles dans les enquêtes, la prévention des attaques et la gestion des risques informatiques. Elles contribuent à la diffusion d'une cyberculture dans leur région respective pour sensibiliser les partenaires à la préservation de leur souveraineté numérique.

Une quarantaine d'experts français sont déployés au sein du réseau d'ENVR qui accueille, chaque année, près de trois mille stagiaires issus d'une trentaine de pays.

Vers une dynamique d'internationalisation des ENVR

Les écoles qui le souhaitent peuvent désormais s'ouvrir aux partenariats internationaux, sur le plan de leur gouvernance, de l'expertise et des financements. Ces partenariats sont coordonnés par la DCSD au sein de la sous-direction des questions multilatérales et sectorielles, en lien avec les officiers géographiques.

La mise en place de conseils d'administration permet aux bailleurs internationaux d'être associés au processus décisionnel de certaines écoles, comme par exemple l'académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) depuis 2022.



Santé

- 1 École du service de santé des armées de Lomé (**ESSAL**), **Togo**
- 2 École du personnel paramédical des armées (**EPPA**), **Togo**
- 3 École d'application du service de santé militaire de Libreville (**EASSML**), **Gabon**

Sécurité intérieure, police judiciaire

- 4 École internationale des forces de sécurité d'Awaé (**EIFORCES**), **Cameroun**
- 5 École internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire (**EI3PJ**), **Djibouti**
- 6 Cours d'application des officiers de gendarmerie d'Ouakam (**CAOG**), **Sénégal**
- 7 Académie des frontières (**AdF**), **Bénin**

Protection civile

- 8 École supérieure internationale de protection civile (**ESIPC**), **Djibouti**

Lutte contre la criminalité environnementale

- 9 Académie internationale de lutte contre la criminalité environnementale (**AILCE**) - **Congo Brazza**.

A vocation maritime

- 10 Institut de sécurité maritime interrégional (**ISMI**), **Côte d'Ivoire**
- 11 École navale de Tica (**EN TICA**), **Guinée Équatoriale**
- 12 Centre régional d'études maritimes (**CREM/RCMS**), **Sri Lanka**

Défense

- 13 **ARMÉE DE TERRE**
Académie de logistique opérationnelle (**ALO**), **Bénin**
- 14 **ARMÉE DE TERRE**
École du génie travaux de Makabandilou (**EGT**), **Congo Brazza**.
- 15 **ARMÉE DE TERRE**
École d'application de perfectionnement de l'interarmes de Thiès (**EAPI**), **Sénégal**
- 16 **ARMÉES DE TERRE**
Académie militaire des systèmes d'information et de communication (**AMSIC**), **Côte d'Ivoire**
- 17 **INTERARMÉES**
Centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution de Ouidah (**CPADD**), **Bénin**
- 18 **INTERARMÉES**
École d'administration des forces de défense de Libreville (**EAFDL**), **Gabon**
- 19 **ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUP.**
École d'État-major de Libreville (**EEML**), **Gabon**
- 20 **ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUP.**
École supérieure internationale de guerre (**ESIG**), **Cameroun**

Lutte contre le terrorisme

- 21 Académie internationale de lutte contre le terrorisme (**AILCT**), **Côte d'Ivoire**

Cyber

- 22 École nationale de cybersécurité à vocation régionale de Dakar (**ENC-VR**), **Sénégal**
- 23 Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (**C3BO/WB3C**), **Monténégro**



1

L'école du service de santé des Armées de Lomé (ESSAL) – Togo



Histoire de l'ESSAL

Créée en 1994, l'école du service de santé des armées de Lomé (ESSAL) est devenue une école nationale à vocation régionale (ENVR) en 1998 après signature d'une convention entre le Togo et la France. L'école assure une formation au doctorat d'État en médecine et en pharmacie à des étudiants togolais et africains d'une quinzaine de pays francophones.

Formations de l'ESSAL

L'ESSAL est une école de formation médicale reconnue en Afrique qui délivre des formations diplômantes en chirurgie de guerre, en maladies infectieuses, en psycho-traumatisme, et en médecine d'urgence et de catastrophe à travers son centre d'enseignement par simulation (CeSimSan).

Ces enseignements répondent aux besoins du service de santé des armées en termes de préparation à la gestion médicale des risques sécuritaires liés aux conflits, aux actes terroristes et aux maladies pandémiques.

Les élèves admis reçoivent une formation médicale de seize semestres, de la licence au doctorat, avec notamment la possibilité d'une spécialité en odontostomatologie (médecine de la bouche et de la dentition). L'enseignement, dispensé par la faculté des sciences de la santé de Lomé, comporte des cours magistraux et une formation hospitalière dans les centres hospitaliers universitaires (CHU) et les centres hospitaliers régionaux (CHR) de Lomé. Les offres de formations modulaires sont délivrées au profit des élèves officiers médecins togolais et des pays amis, du personnel civil médical togolais et du personnel de la chaîne de santé de la force en attente de la CEDEAO.

Le concours d'internat est accessible à partir de la 6^e année. L'ensemble des élèves effectue un stage rural lors de la septième année de formation.



Au cours de leur scolarité, les élèves passent leur brevet de parachutisme, leur permis de conduire et leur brevet nautique.

Gouvernance de l'ESSAL

Ce projet historique est sous la tutelle du ministère des Armées togolaises et fait l'objet d'un comité de pilotage bilatéral annuel. Le directeur de l'école est un médecin officier supérieur ou général des forces armées togolaises, entouré d'un encadrement entièrement togolais pour la gestion et l'organisation administrative de l'école ainsi que son soutien (casernement, habillement, restauration, santé, transport, sport). Après le départ du dernier coopérant du service de santé des armées, la France a assigné le suivi de l'ESSAL au coopérant militaire technique responsable du projet « formation ». Ce dernier est en charge du dialogue avec les autorités de l'école, du suivi du projet ainsi que de l'organisation, de l'administration générale et des finances allouées par la partie française.

Partenariats de l'ESSAL

L'ESSAL est pleinement intégrée dans le réseau des ENVR de santé soutenues par la France et travaille en coopération avec l'école d'application du service de santé militaire de Libreville (EASSML) à travers des missions d'expertise de médecine

d'urgence. L'ESSAL a également noué un partenariat avec la Société française de médecine de catastrophe (SFMC) et bénéficie de missions d'expertise au profit des élèves officiers médecins en huitième année de formation.



Chiffres-clefs



8 ans de formation



30 élèves
par promotion



Elèves issus
de **13 pays** africains
francophones



ESSAL membre
du réseau des
3 ENVR de santé



Pour suivre l'actualité de l'ESSAL
essal.tg/essal



L'école du personnel paramédical des armées (EPPA)

Histoire et mission de l'EPPA

Un centre d'instruction du service de santé des armées, créé au Niger en 1961 deviendra ENVR en 2003 par l'ouverture de ses formations aux pays de la sous-région. Cette école aura formé plus de 800 infirmiers et infirmières diplômés issus de 17 pays africains en 2023. Ouvert à toutes les forces de défense et de sécurité et destinée à la formation initiale du personnel paramédical, ce type d'ENVR est essentiel au développement capacitaire des services de santé militaires et civils des pays partenaires. L'étude d'une relocalisation de l'école en Afrique de l'Ouest est en cours.

Formations de l'EPPA

La future EPPA s'adaptera aux évolutions récentes en matière de formation aux métiers de la santé. Elle pourra continuer à délivrer un diplôme d'État, validé par le ministère de la Santé Publique du pays hôte, en recherchant en parallèle à conserver la validation de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), acquise en 2017.

L'école continuera également à diversifier ses offres de formations au profit du personnel de santé militaire (brancardier-secouriste, ambulancier, aide-soignant, etc) et à s'investir dans la formation de formateurs en sauvetage au combat.

Des partenariats avec des centres de recherche médicale ainsi que le monde universitaire et hospitalier seront recherchés.

Gouvernance de l'EPPA

Sous tutelle des autorités du pays d'accueil de l'école, qui fournira les équipes de direction, d'encadrement et de gestion de la vie courante, cette école bénéficiera de l'expertise de deux coopérants de la DCSD, issus du service de santé des armées français : un officier supérieur (médecin), chargé de la politique d'orientation et de la supervision de la formation, tout en participant à l'enseignement, et un sous-officier (infirmier) qui assure le rôle de gestionnaire de l'école et contribue à la mise en place des stages en assurant le lien avec les partenaires militaires étrangers.



3

L'école d'application du service de santé militaire de Libreville (EASSML) – Gabon



Histoire de l'EASSML

Inaugurée en 2011, l'école d'application du service de santé militaire de Libreville (EASSML) accueille dès 2008 une première promotion gabonaise, puis interafricaine en 2009. Ainsi, 425 jeunes médecins militaires diplômés, originaires de 20 pays de l'Afrique francophone, ont été formés aux spécificités de la médecine appliquée aux armées, en Afrique, au quotidien en unité ou en dispensaire mais aussi lors des missions opérationnelles, notamment de maintien de la paix. Un enseignement pour les officiers d'administration, créé en 2014 assure une formation initiale dans les domaines transversaux de l'administration militaire. Il sera transféré à l'école d'administration des forces de défense de Libreville (EAFDL), ouverte en 2022 au Gabon.

Gouvernance de l'EASSML

Rattachée à la Direction générale du Service de santé militaire (SSM), l'EASSML est commandée par un officier supérieur ou général, médecin du SSM.

Trois experts militaires sont affectés sur le projet. Un officier supérieur ou général, médecin du Service de santé des armées, praticien certifié en anesthésie-réanimation, est chef du projet, directeur des études et enseignant dans les disciplines ayant trait à sa spécialité. Il est également conseiller auprès des médecins-chefs des hôpitaux d'instruction des armées (HIA) avec activité clinique, et conseiller technique auprès du directeur général du SSM. Un officier supérieur du service du commissariat des armées avec ancrage santé est directeur administratif et financier en appui au commandant de l'école et chargé des enseignements spécifiques administration hospitalière. Un infirmier cadre supérieur de santé paramédical du service de santé des armées est chargé du projet d'appui à la gouvernance et à l'organisation hospitalière des hôpitaux supports de l'enseignement à l'EASSML. Le comité de pilotage de l'école se tient chaque année.



Formations de l'EASSML

L'école propose un stage principal de médecine appliquée aux armées de quarante semaines. L'enseignement confère aux médecins stagiaires une aptitude à assurer le soutien des forces armées en temps de paix et en opérations. Les modules couvrent les champs de la médecine d'urgence et de la traumatologie, de la prise en charge du blessé de guerre et du sauvetage au combat, de la médecine de catastrophe, de la médecine humanitaire et des opérations de maintien de la paix. Depuis 2016, l'EASSML organise un Diplôme Universitaire en partenariat avec la faculté civile des Sciences de la Santé sur la Médecine d'Urgence. Chaque année, des médecins civils s'inscrivent à cette formation diplômante. L'application de médecine militaire intègre également des séminaires tels que l'hygiène en campagne, la psychiatrie, l'épidémiologie, la médecine légale, la médecine tropicale, le développement personnel de l'officier, la communication opérationnelle, les rudiments de techniques d'État-major en partenariat avec l'école d'État-major de Libreville, la pratique de l'anglais et l'amélioration des capacités sportives avec un stage de découverte et de survie en forêt équatoriale. Un séminaire "Femmes, Paix, Sécurité" en rapport avec la résolution 1325 de

l'ONU avec le partenariat d'associations de renommée internationale et de la société civile est organisé chaque année par l'EASSML.

Depuis 2025, l'EASSML diversifie son panel de formations au profit du secteur civil dans le but d'améliorer la qualité de l'offre de soins. Ont été développés un Diplôme Universitaire d'Urgences en Milieu Maritime avec l'appui de l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) d'Abidjan et sous l'égide de l'Université militaire des Sciences et Techniques de la Santé. Le pôle soutien a été aussi été incrémenté avec la mise en place d'une formation d'application en santé au profit des officiers d'administration. Le Centre de Simulation en Santé (CeSimSan), partie intégrante de la Direction des études, est en pleine évolution avec la mise en place de formations d'apprentissage au profit d'organismes publics ou privés, qui sont conceptualisées au sein de l'EASSML. Il fait notamment référence en termes de formation à l'échographie en soins critiques.

Partenariats de l'EASSML

L'école est membre du réseau des ENVR de santé, aux côtés de l'Ecole du Personnel Paramédical des Armées (EPPA) et de l'Ecole du Service de Santé des Armées de Lomé (ESSAL) où elle assure un soutien à l'enseignement de la médecine d'urgence et de la médecine de catastrophe, plus particulièrement dans le développement d'une capacité d'enseignement par simulation.

L'EASSML est en partenariat étroit avec l'Ecole du Val-de-Grâce (EVDG) à Paris qui assure des missions d'enseignement dans des domaines d'expertises spécifiques médico-militaires. L'Hôpital d'Instruction des Armées Omar Bongo Ondimba et l'Hôpital d'Instruction des Armées d'Akanda fournissent une grande partie du corps enseignant et servent de terrain de stage clinique aux stagiaires. L'EASSML



a également signé en 2024 une convention de partenariat pédagogique avec l'Ecole d'Application du Service de Santé des Armées de Dakar.

L'EASSML a été reconnue par la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) comme un centre d'excellence pour former les médecins de la sous-région dans le cadre des opérations de soutien à la paix.



Chiffres-clefs

 **1** formation principale de 40 semaines et 2 formations diplômantes universitaires

 EASSML membre du réseau des **3 ENVR** de santé

 **20** nationalités différentes

 **34** stagiaires médecins formés par an

 Plus de **600** stagiaires formés depuis **2008**

 **3** experts français insérés

 **22%** des stagiaires sont des femmes



Pour suivre l'actualité de l'EASSML

Facebook : Ecole d'Application du Service de Santé Militaire - LBV

LinkedIn : Ecole d'Application du Service de Santé Militaire Ecole Nationale à Vocation Régionale

<https://eassml.ga/>



L'école internationale des forces de sécurité d'Awaé (EIFORCES) – Cameroun



Histoire et statut de l'EIFORCES

Projet camerounais soutenu par la France depuis son origine, l'école internationale des forces de sécurité (EIFORCES) est officiellement créée en 2008 par décret présidentiel. L'EIFORCES poursuit un triple objectif : contribuer au renforcement de la stabilité régionale, améliorer la gouvernance sécuritaire des pays participants au projet, promouvoir des standards communs au sein des forces de police et de gendarmerie déployées dans la cadre de missions onusiennes.

Gouvernance de l'EIFORCES

L'EIFORCES fonctionne en autonomie et dépend du ministre de la Défense camerounais qui préside le conseil d'administration. L'école possède un budget propre, auquel la France contribue en tant que bailleur de fonds. Son financement repose également sur la commercialisation de ses formations. Etablissement public à caractère administratif (EPA), l'école est soumise à deux conseils d'administration par an.

Missions de l'EIFORCES

L'école dispense des formations pour l'accomplissement des missions de police dans un cadre d'engagement international et multidimensionnel et propose des formations adaptées à plusieurs niveaux de responsabilité : exécution, maîtrise et conception. Le catalogue des stages offre cinq formations : un stage des commandants d'unité de sécurité de 4 mois, un stage de recyclage des formateurs d'unités de police de 2 semaines, un stage de formation de formateurs d'unités de police de 2 mois, un stage de formation aux missions prévôtales de 4 semaines et un stage de formation de formateurs aux missions prévôtales de 3 semaines.

Plus d'une vingtaine de pays en moyenne sont représentés lors de ces formations qui permettent d'offrir un enseignement commun aux forces de sécurité intérieure africaines. Depuis 2024, l'EIFORCES propose un nouvel enseignement dans le



domaine de la prévôté qui renforce l'accompagnement des forces armées dans le cadre des opérations internes ou externes. La France contribue à l'effort de formation par l'insertion de deux experts, conseillers techniques au service du partenaire et des stagiaires de l'école. Le Cameroun investit régulièrement pour le développement de ses

infrastructures, contribuant ainsi à faire de l'EIFORCES une référence régionale pour la formation des forces de sécurité en Afrique. Cet établissement est reconnu centre d'excellence de l'Union africaine et centre d'excellence de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC). Certaines formations dispensées sont également certifiées par les Nations unies.

Partenariats de l'EIFORCES

Depuis sa création, plusieurs bailleurs de fonds accompagnent régulièrement l'école. Parmi les soutiens principaux figurent la France et le Japon. Les organisations internationales comme l'Union européenne contribuent également au rayonnement de l'EIFORCES.

L'école bénéficie de l'expertise interministérielle de ses tutelles camerounaises. La direction de la gendarmerie, la direction générale de la sûreté nationale, le ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du territoire, le ministère des Finances, le ministère des Relations Extérieures, le ministère de la Défense ainsi que la préfecture de la Mefou et Afamba participent au conseil d'administration, présidé par le ministre de la Défense.

Chiffres-clefs



1202

stagiaires
formés depuis
2010



4 formations courtes
et **1 formation** longue
de 4 mois



Des stagiaires
issus de **22**
nationalités
différentes

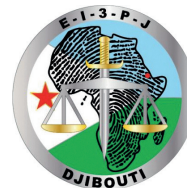


Pour suivre l'actualité de l'EIFORCES
eiforces.gov.cm - Facebook : EIFORCES



5

L'école internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire (EI3PJ) – Djibouti



Histoire et mission de l'EI3PJ

La gendarmerie nationale de Djibouti est à l'initiative de la création d'un centre de formation à la police judiciaire en 2016. L'école internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire (EI3PJ) est inaugurée en 2019. La gendarmerie djiboutienne a fait appel à la DCSD pour que le centre devienne une ENVR, afin de défendre un modèle français et francophone de traitement des enjeux de police judiciaire, dans une région dominée par des influences historiques anglo-saxonnes et arabes.

Une force de police judiciaire fiable est un facteur clef de la stabilité et de la sécurité intérieure d'un État. L'EI3PJ permet ainsi de contribuer de manière significative à la lutte contre les phénomènes criminels nationaux et internationaux. Le renforcement des compétences des officiers de police judiciaire grâce aux formations de l'école permet d'accroître la confiance de la population dans le système judiciaire de leur pays.

Gouvernance de l'EI3PJ

Ce projet unique dans le réseau est sous la tutelle de la gendarmerie djiboutienne. Il est régi par un comité de pilotage bilatéral annuel. Ce rendez-vous permet de définir ensemble l'évolution des formations, les problématiques logistiques et l'ouverture de nouveaux modules, adaptés aux nouvelles technologies.

Le directeur de l'école est un officier supérieur de gendarmerie djiboutien. Il est appuyé par des gendarmes djiboutiens pour la gestion de l'école et son soutien (casernement, habillement, restauration, santé, transport, sport) et de l'organisation administrative de l'école. Il est secondé par un officier de la gendarmerie française, expert en charge de la direction des études et d'un sous-officier gendarme spécialiste en police technique et scientifique. Le directeur des études est en charge du dialogue avec les autorités, du suivi du projet ainsi que de l'organisation, de l'administration générale et des finances allouées à l'école par la partie française.



Formations de l'EI3PJ

L'école propose plusieurs formations initiales d'une durée de cinq à huit semaines. Un stage de perfectionnement enquêteur et un stage de directeur d'enquête sont proposés aux agents évoluant dans le monde de la police judiciaire. Un stage de technicien en identification criminelle est dispensé aux élèves de la police technique et scientifique.

L'école accueille des stagiaires majoritairement originaires de l'Afrique francophone et de l'océan Indien. Grâce à la présence d'un interprète et la mise à disposition de tablettes informatiques supportant les cours traduits, les formations sont également accessibles aux enquêteurs des forces de police de pays anglophones.

L'école est ouverte aux membres de toutes les forces de sécurité intérieure (police nationale, gendarmerie nationale, garde-côtes, sécurité/sûreté nationale, et douanes). L'objectif de l'EI3PJ est de renforcer les capacités judiciaires des officiers de police judiciaire et des forces de sécurité intérieure. Elle promeut les bonnes pratiques et une méthodologie adaptée à la direction de l'enquête judiciaire. Avec la formation des techniciens en identification criminelle, l'EI3PJ garantit un traitement optimal des indices et permet aux enquêteurs de disposer des éléments de preuve constituant le socle de toute enquête judiciaire.

Jeune ENVR, l'EI3PJ bénéficie d'un soutien actif du gouvernement de Djibouti pour devenir un pôle d'excellence et de référence dans la région. L'école s'ouvre également aux partenariats internationaux, dans la perspective de l'évolution des ENVR vers une gouvernance multilatérale.

Chiffres-clefs



2 experts français insérés issus de la gendarmerie et de la police technique et scientifique



141

stagiaires de 20 nationalités formés en 2025 dont 9% de personnels féminins



7 stages internationaux avec 3 modules (cyber, fraude documentaire et identification criminelle de proximité) sur 3 thématiques (directeur d'enquête, perfectionnement enquêteur, technicien en identification criminelle)



Pour suivre l'actualité de l'EI3PJ

Facebook : EI3PJ Djibouti

X : @EI3PJDJIBOUTI

LinkedIn : DE - ENVR (EI3PJ)

Instagram : de_ei3pj_djibouti



6

Le cours d'application des officiers de gendarmerie de Dakar (CAOG) – Sénégal



Histoire et mission du CAOG

Le CAOG est créé par décret en 2007 afin de répondre aux besoins de formation de la phase d'application des officiers des gendarmeries africaines. Il est situé au sein de l'école des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN) dans le quartier de Ouakam, à Dakar.

Le CAOG forme les stagiaires aux fonctions d'officier subalterne de gendarmerie. Formation valorisante, le CAOG est très prisé des pays d'Afrique francophone. Les élèves y acquièrent les compétences nécessaires à leurs futures fonctions de commandement.

Gouvernance du CAOG

Ce projet est sous tutelle du ministère de la Défense sénégalais. Il fait l'objet d'un comité de pilotage bilatéral annuel. Le directeur de l'école est un officier supérieur de gendarmerie sénégalais. Ce dernier est appuyé par du personnel sénégalais pour la gestion de l'école et son soutien (casernement, habillement, restauration, santé, transport, sport) et de l'organisation administrative de l'école. La France affecte pour sa part des experts afin d'assurer la direction des études et l'expertise technique et judiciaire. Le directeur des études est en charge du dialogue avec les autorités, du suivi du projet ainsi que de l'organisation, de l'administration générale et des finances allouées par la partie française à l'école.

Formations du CAOG

Le CAOG délivre un enseignement de dix mois en deux temps. Le cursus théorique se déroule de septembre à janvier. Dans un second temps, et ce jusqu'à l'obtention du diplôme, s'ensuit la formation pratique lors des stages de terrain. Le CAOG dispense un enseignement dans les domaines du maintien de l'ordre, de la sécurité publique générale et des opérations de maintien de la paix. La formation doit



permettre aux élèves d'acquérir les connaissances nécessaires aux fonctions de commandant de peloton et d'escadron de gendarmerie mobile et d'adjoint au commandant de compagnie de gendarmerie territoriale.

Le programme de formation est actualisé chaque année afin de répondre aux exigences des pays partenaires et d'être en adéquation avec les enjeux de sécurité.

Plus de 700 stagiaires ont été formés au CAOG depuis sa création, en provenance de pays francophones de la région ainsi que de la Gambie, pays anglophone. Chaque promotion compte en moyenne cinquante élèves officiers dont un tiers de stagiaires sénégalais et deux tiers d'élèves d'Afrique francophone.

Partenariats du CAOG

Le CAOG entretient des partenariats avec des institutions internationales, lesquelles envoient des experts pour des interventions ponctuelles dans la formation des élèves. Ainsi, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Conseil de l'Europe mettent des intervenants à disposition du CAOG.

Le coopérant expert PJ du CAOG s'engage également au côté du centre national de formation à la police judiciaire du Sénégal en organisant et pilotant des stages de perfectionnement à la PJ au projet des jeunes OPJ et enquêteurs du pays.

Chiffres-clefs

 **700**
stagiaires formés
depuis sa création
en **2007**

 Stagiaires
issus de
17 pays
africains

 **50** élèves
par promotion



L'académie des frontières de Porto-Novo (AdFrontières) - Bénin



Histoire et mission de l'AdFrontières

Dans un contexte de fragilisation croissante des zones frontalières en Afrique de l'Ouest, en particulier face au terrorisme djihadiste, à la criminalité organisée transnationale et à la contrebande transfrontalière, le contrôle des flux de personnes et de marchandises aux frontières constitue un enjeu sécuritaire majeur pour la souveraineté des États et la stabilité régionale. Face à cette situation, la France, en collaboration avec le Bénin, appuie la création d'une école au concept novateur qui intégrera la thématique de la frontière dans toutes ses dimensions et délivrera des formations interministérielles et régionales.

La spécificité de cette ENVR sera de placer le milieu d'intervention, la frontière, au cœur de la formation. Elle vise à préparer les services de sécurité à agir ensemble, dans un environnement socio-économique très spécifique, pour mieux contrer l'extrémisme violent sans faire obstacle au développement économique, et permettre de renforcer l'État dans les zones frontalières en :

- favorisant l'interopérabilité des différents corps pour renforcer l'efficacité de leurs interventions ;
- encourageant l'exécution d'opérations communes au niveau national et régional des intervenants dans les zones frontalières ;
- adaptant les modes d'intervention sécuritaire au développement socio-économique de la région
- contribuant à améliorer le dialogue entre les forces de défense et sécurité et les communautés qui vivent dans les espaces frontaliers.

Un chef de projet français, issu de la Direction générale des douanes et droits indirects et un chef de projet adjoint, expert de la police nationale française sont affectés pour contribuer au développement de cette ENVR pour la partie française au côté du directeur béninois de l'Académie.

Gouvernance de l'AdFrontière

Un conseil scientifique, composé de hauts responsables des différentes administrations agissant aux frontières et d'experts reconnus dans le domaine,



participera à la définition des formations et émettra des avis sur les projets d'évolutions.

Formations de l'AdFrontières

Le modèle pédagogique de l'Adfrontières repose sur trois piliers :

- un pilier de niveau interministériel orienté vers la formation des cadres visant l'acquisition de compétences générales ou thématiques spécifiques liées à la gouvernance des frontières ;
- un pilier opérationnel à destination des acteurs engagés dans les espaces frontaliers ;
- un pilier destiné à la recherche et à la prospective autour des thématiques et enjeux liés à la gestion des espaces frontaliers sur le continent africain. Dans ce cadre, l'Adfrontières peut participer à l'organisation de réunions, séminaires ou colloques à caractère international.

Les premières formations ont débuté en 2025 avec une offre moderne et innovante incluant des formations en enseignement à distance certifiantes et présentiels.

Un chef de projet français, issu de la Direction générale des douanes et droits indirects et un chef de projet adjoint issu de la police nationale française sont insérés dans les administrations béninoises.

Ils sont affectés pour contribuer à la création de cette ENVR et élaborer avec le partenaire le contenu pédagogique et le plan de formation.

À l'issue de sa construction, l'école sera localisée à Porto-Novo, capitale administrative du Bénin, sur un domaine de plus de 5 hectares mis à disposition par le gouvernement béninois.

La gouvernance de cette ENVR sera confiée à un conseil d'administration ouvert aux partenaires internationaux qui contribueront à son développement.

Les partenariats et les contributions internationales sont en cours de validation, autour des parties fondatrices que sont le Bénin et la France.

Chiffres-clefs



1^{ère}

ENVR consacrée à la **sécurisation des frontières** au profit des forces de sécurité et des populations



3

pilliers de formation pour 19 semaines de formation ayant formé 221 stagiaires en 2025.



2

experts français insérés en 2024



2026 :

signature de l'accord intergouvernemental



Pour suivre l'actualité de l'AdF

LinkedIn : Académie des Frontières

X : @Adfrontbenin



8

Ecole supérieure internationale de protection civile (ESIPC) - Djibouti



Histoire et mission de l'ESIPC

Cette ENVR est implantée à Djibouti au sein de l'Académie de Police Idriss Farah Habaneh (APIFA) à proximité de l'aéroport. Elle a ouvert ses portes avec un 1er stage en mai 2024.

Elle a pour vocation l'amélioration des capacités de service de protection civile en Afrique et destinée à la formation de cadres supérieurs sapeurs-pompiers et médecins urgentistes.

Elle cherche à :

- développer la culture de la préparation opérationnelle ;
- développer les connaissances en matière de prévention du risque d'incendie;
- développer le raisonnement tactique des cadres sur des opérations d'envergure en prenant en compte la dimension interservices;
- préparer le jeune officier à l'engagement des secours dans le cadre d'une intervention d'urgence;
- promouvoir auprès des services publics et privés de l'état djiboutien le risque incendie et le secours aux victimes.

Gouvernance de l'ESIPC

L'école sera régie par une convention franco-djiboutienne en cours d'élaboration avec les autorités djiboutiennes (ministère de l'Intérieur et ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale).

Formations de l'ESIPC

Elle est en mesure de former l'ensemble des métiers de protection civile et en particulier :

- la formation initiale des officiers (Lieutenant) ;
- la gestion opérationnelle et commandement du niveau 3 au niveau 5 ;
- le monitorat et l'instructorat de secourisme
- la prévention (PRV1 et PRV2).

Les stages durent entre deux et vingt semaines pour 20 stagiaires par stage.



Chiffres-clefs



80

officiers sapeurs-pompiers
stagiaires prévus en 2026
issus de 26 pays africains et
de l'océan Indien



2

experts
français issus de la BSPP : 1
officier et 1 major



9

L'académie internationale de lutte contre la criminalité environnementale (AILCE) - Congo

EN
PROJET

Histoire et mission de l'AILCE

La visite du Président de la République française, le 3 mars 2023, a donné lieu à un échange au plus haut niveau de l'État au sujet de la préservation de la planète et du besoin de sécurité que cela impose. Le Président Emmanuel Macron a proposé l'installation à Brazzaville d'un centre de formation, à vocation régionale, dédié à la lutte contre la criminalité environnementale. Cette proposition a été acceptée par le président Denis Sassou N'guesso.

La République du Congo a formulé des engagements en matière de préservation du patrimoine naturel mondial. La France s'est dite prête à les appuyer. Dès lors, la création d'une école nationale à vocation régionale (ENVR) de lutte contre la délinquance et la criminalité environnementales constitue une formidable occasion de renforcer les capacités africaines en matière environnementale. Une telle dynamique doit permettre, à long terme, le renforcement de la sécurité intérieure et le développement durable.

Pour concrétiser l'engagement de la partie française à soutenir ce projet, un préfigurateur a été mis à poste à Brazzaville dès le début du mois de janvier 2024. Des moyens permettant de débiter l'appui à la montée en puissance de cette structure ont été mis à sa disposition.

Gouvernance de l'AILCE

Conformément au principe de co-construction d'un projet de coopération, un groupe de travail conjoint définira l'architecture de ce centre de formation, dont la dénomination reste à consolider.

Formation de l'AILCE

En première approche, cette académie aurait pour objectif général la formation des cadres impliqués dans tous les domaines liés à la lutte contre les atteintes à l'environnement (forces de sécurité intérieure, forces de défense, magistrats, etc).

Elle pourrait s'organiser en piliers de formation en fonction des options retenues. Par exemple, un pilier dédié à la prévention, un autre à la répression, tout en accueillant un centre de recherche favorisant les réflexions autour de la doctrine et des stratégies possibles pour lutter plus efficacement contre cette menace évolutive.





10

L'institut de sécurité maritime interrégional d'Abidjan (ISMI) – Côte d'Ivoire



Histoire et mission de l'ISMI

L'Institut de sécurité maritime interrégional (ISMI) d'Abidjan a été créé par la République de Côte d'Ivoire en 2015, sur recommandation des dix-neuf chefs d'État et de gouvernement participant au sommet de Yaoundé (2013), afin d'accompagner les États d'Afrique de l'Ouest et du Centre dans le renforcement de leurs capacités dans tous les secteurs liés à la sécurité et à la sûreté maritimes, ainsi qu'à la protection du milieu marin. Intégré au campus de l'Académie des sciences et techniques de la mer (ARSTM) de Yopougon, reconnu centre d'excellence de l'Union Africaine, l'ISMI permet de former les cadres civils et militaires des administrations intervenant en mer ou dans les ports des vingt États du littoral continental et insulaire allant de la Mauritanie à l'Angola. Il répond aussi occasionnellement aux sollicitations d'États d'Afrique du Nord ou de l'Est.

Gouvernance de l'ISMI

L'institut est placé sous la tutelle du Ministre des Transports de la République de Côte d'Ivoire (Direction générale des Affaires maritimes et portuaires). Son comité stratégique, au sein duquel la France siège sans droit de vote, est présidé par le Secrétaire permanent interministériel de l'action de l'État en mer de Côte d'Ivoire (SEPCIM/AEM) et l'institut est dirigé par un Administrateur en chef des Affaires maritimes et portuaires ivoiriennes.

La France appuie l'ISMI en y affectant un Administrateur des Affaires maritimes comme chef de projet, ainsi qu'un Inspecteur des Douanes maritimes comme adjoint et responsable budget/logistique.

Formations de l'ISMI

Les formations de l'ISMI couvrent un vaste domaine : collecte et traitement du renseignement maritime, lutte contre la piraterie et le brigandage, police des pêches, éléments de navigation et de manœuvre, fouille des navires, ciblage et fouille des conteneurs, gestion des ressources halieutiques, sûreté des navires et des installations portuaires (ISPS), lutte contre les pollutions par hydrocarbures, traitement des déchets plastiques, droit de la mer, maritimisation des magistrats, assurances maritimes, etc. Ces formations durent entre 1 et 3 semaines.

La vocation du projet de coopération française est d'impulser des formations répondant aux besoins de l'action de l'État en mer dans le golfe de Guinée, soit en organisant directement des stages de manière autonome (environ 8 semaines par an), soit en les coorganisant avec d'autres projets, principalement européens (SEACOP, WASOP, SAFESEAS et SAFEPORTS), soit encore en collaborant à des stages organisés par son partenaire ivoirien.

Le projet met également en œuvre un mastère de droit et sécurité des activités maritimes et océaniques (DSAMO) délocalisé à l'ISMI par l'Université de Nantes et dont bénéficient chaque année une trentaine d'étudiants, principalement issus du monde professionnel.



Enfin depuis 2024, l'ISMI organise un colloque annuel réunissant un panel d'experts de haut niveau (2024: la gouvernance maritime ; 2025: les enjeux prospectifs de la cybersécurité maritime ; projet 2026: les flottes marchandes stratégiques en Afrique).

L'ensemble des missions de l'action de l'État en mer (AEM) est ainsi pris en compte par les formations de l'ISMI qui allient enseignement théorique et travaux d'application pratique. Selon l'objet, elles peuvent s'adresser aux hautes autorités comme aux cadres de terrain. Pour couvrir l'ensemble de la région, les stages sont dispensés en français avec traduction simultanée en anglais et en portugais. Chaque formation réunit des cadres originaires d'administrations différentes, à la fois pour respecter les organisations internes des États et pour montrer tout l'intérêt d'une bonne collaboration.



Partenariats de l'ISMI

Dans la région, l'ISMI est partenaire de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté économique des États d'Afrique du centre (CEEAC) et du Centre interrégional de coordination (CIC) des accords de Yaoundé.

Depuis 2023, outre la collaboration avec l'Université de Nantes, l'ISMI a lancé une politique de partenariats destinés tout d'abord à renforcer sa complémentarité avec les autres ENVR de la région (ENCyber de Dakar, École navale de Tica, EASSML de Libreville), puis à s'intégrer de manière pérenne dans un réseau d'établissements universitaires d'excellence (pôle d'ingénierie halieutique de l'Institut d'Agronomie de Rennes-Angers) et enfin, à s'ancrer dans le paysage des acteurs régionaux majeurs, tels que le bureau régional d'INTERPOL, l'ONUDC, l'Agence européenne de contrôle des pêches, la FAO les projets européens comme SEACOP, sans oublier la Marine nationale française qui cofinance certaines formations dans le cadre de la préparation de l'exercice annuel GANO et au profit de laquelle des formateurs de l'ISMI embarquent pour encadrer le stagiaires de l'académie SIREN.

Enfin en matière de conduite des opérations, le projet coopère avec le projet GoGIN chargé du développement de la plateforme Yaris, outil structurant permettant de conduire en réseau des opérations entre les multiples centres opérationnels et administrations intervenant dans le domaine garde-côtes.

Chiffres-clefs



3 langues d'enseignement :
français, anglais, portugais



Entre **300 et 500**
stagiaires formés par an et
plus de 2000 stagiaires
formés depuis sa création



Les stagiaires sont
issus de **20 pays**
africains



2 cadres issus des
administrations
garde-côtes françaises



Pour suivre l'actualité de l'ISMI

LinkedIn : Institut de Sécurité Maritime Interrégional – ISMI
<https://ismi-ci.com>



L'École navale de Tica (EN Tica) Guinée équatoriale



Histoire et mission de l'EN Tica

L'École navale de Tica est la première ENVR implantée dans un pays non francophone. Au cœur du golfe de Guinée, l'école répond à un besoin des marines côtières nationales de défendre leur souveraineté maritime et d'assurer la sécurité de leurs eaux. Initialement hébergée sur le site de l'école militaire interarmées général Obiang (EMIGO) de Bata, l'École navale est installée à Tica en 2017, entre mer et forêt, le long de la côte nord-ouest de la Guinée équatoriale, à proximité de la frontière du Cameroun. L'école est inaugurée en 2019.

L'École navale de Tica accueille des officiers et officiers marins africains, pour des formations à la surveillance et à la sécurisation des espaces maritimes.

Avec des infrastructures modernes et du matériel de pointe (simulateur de navigation, bancs d'études, écrans tactiles interactifs et divers partiels de formation), l'école dispense des formations de qualité aux métiers élémentaires de la mer.

Gouvernance de l'EN Tica

L'école est rattachée au ministère de la Défense. Un comité de pilotage coprésidé par le ministre de la Défense et l'ambassadeur de France se réunit régulièrement.

Formations de l'EN Tica

L'école accueille 180 stagiaires tous les ans qui sont repartis dans 5 cours. La première formation est une école d'application pour officiers de marine amenés à servir sur les bâtiments de surface. Les 4 cours suivants accueillent les officiers marins pour des formations aux métiers de navigateur, mécanicien, guetteur de la flotte et manoeuvrier. Les élèves proviennent d'une vingtaine de pays africains, francophones, anglophones, lusophones et hispanophones (la Guinée équatoriale, pays d'accueil) pour un enseignement exclusivement en français.

Deux experts français soutiennent la formation des stagiaires en tant que directeur des études et formateur aux métiers de marin.

L'école permet de développer l'interopérabilité des marines de la région, en apportant un socle commun aux stagiaires, adapté aux capacités maritimes régionales. La formation dispensée permet également d'intégrer les dispositifs internationaux de lutte contre l'insécurité maritime.

Partenariats de l'EN Tica

L'École navale de Tica a noué un partenariat avec le centre de formation de pêche de BATA pour la formation pratique en machine et la maintenance des embarcations légères de l'école navale de TICA.

De même, un partenariat est en cours avec le centre de formation professionnelle Jose Obrero pour que les élèves de Tica utilisent l'atelier soudure de ce centre. L'école navale travaille aussi en relation avec TOTALENERGIES pour sensibiliser les élèves sur les moyens de lutte antipollution en mer. L'école navale est en lien également avec les structures de l'Architecture de Yaoundé afin de former les marins à l'outil YARIS. D'autres partenariats sont notamment en cours avec l'ONUDC.



Chiffres-clefs



180

stagiaires par an
issus de **20** pays
africains



5

cours de
formation pour
officiers et officiers
mariniers



2

experts
français
insérés





Histoire et mission du RCMS

Le Sri Lanka, ses voisins de la sous-région et plus généralement l'ensemble des Etats de l'IORA (association des Etats riverains de l'océan Indien) partagent des problématiques communes de sécurité et de sûreté maritimes. Qu'il s'agisse de pêche illégale, de trafics illicites, de sécurité de la vie en mer, ou bien des défis tels que les catastrophes climatiques, les trafics des ressources naturelles ou les pollutions maritimes. Unis par une volonté d'intégration régionale, de renforcement de la coopération et de standardisation des procédures, la France et le Sri Lanka ont signé, le 4 septembre 2024, un accord pour la création du Centre régional d'études maritimes (RCMS) à Colombo. Le RCMS a été officiellement inauguré en décembre 2024. Il contribue à promouvoir la standardisation de procédures et le partage de bonnes pratiques. Une composante essentielle du projet est sa nature inclusive et sa capacité à agréger un grand nombre de partenariats.

Deux coopérants techniques sont financés par la DCSD. Ils ont en charge le projet qui est conjointement mené avec la Marine sri-lankaise et les autres ministères sri-lankais concernés.

Gouvernance du RCMS

La gouvernance du centre est composée d'un Conseil d'administration qui définit les partenaires, programmes, budgets et formations (représentants français et sri-lankais) ; un Conseil consultatif qui émet des recommandations administratives (défense, affaires étrangères, KDU, etc.) et un Comité de direction qui gère les aspects administratifs au sein de la Kotewala Defence University (KDU), qui héberge le RCMS..



Missions du CREM

Le Centre a pour mission de renforcer les capacités de l'administration sri-lankaise et des pays voisins en formant leurs personnels civils et militaires en charge des domaines de la sécurité maritime, la sûreté maritime et la protection de l'environnement marin.

La formation dispensée se présente comme suit :

- Des stages courts : lutte contre les trafics illicites, intervention d'urgence en cas de pollution marine ou de naufrage, lutte contre la pêche illégale et les trafics illicites, contre-terrorisme maritime, cybercriminalité maritime etc. En 2025, avec l'appui de 6 partenaires européens et internationaux, 13 stages courts ont déjà eu lieu et 218 stagiaires ont été formés. L'année 2026 verra l'ouverture des formations à des stagiaires provenant des pays de la région.
- En projet, une formation académique de longue durée avec le soutien d'instructeurs externes, sanctionnée par un diplôme de la KDU et à terme, d'une université française ou étrangère partenaire.

Partenariats du CREM

Le projet vise à impliquer tous les pays bénéficiaires (envoyant des étudiants) de la région, qui pourraient également contribuer à l'enseignement au sein de l'école en fournissant des instructeurs ou des conférenciers.

Au-delà des pays bénéficiaires, tous les États partenaires et les organisations internationales (ONU, UE...) sont invités à participer par le biais de différents types de coopérations académique, financière ou technique.

Chiffres-clefs



218

stagiaires
en 2025



12

stages dont 8
avec des partenaires
internationaux



6

partenaires
internationaux



13

L'académie de logistique de Ouidah (ALO) - Bénin



Histoire de l'académie de logistique de Ouidah

L'académie de logistique de Ouidah est une école nationale à vocation régionale (ENVR) dont la finalité est l'appui au renforcement capacitaire des forces de défense et de sécurité des États partenaires.

Fruit d'une volonté bilatérale du Bénin et de la France, cette académie vise à former dans les domaines de la logistique les cadres de la sécurité et de la défense. La formation accueille aussi bien du personnel militaire que des acteurs de la société civile.

Deux postes de coopérants militaires techniques sont financés par la DCSD. Ils ont en charge le projet qui est monté conjointement avec les forces armées béninoises qui en assurent la mise en œuvre.

Missions de l'ALO

L'ALO a trois missions principales :

- former des cadres aptes à tenir des fonctions de manager, de spécialiste et de technicien dans le domaine de la logistique ;
- répondre au besoin immédiat en termes de formations de soutien ;
- créer un réseau des logisticiens des pays africains partenaires pour partager les bonnes pratiques.

Formations de l'ALO

Les formations s'adressent aux officiers, aux sous-officiers et aux acteurs de la société civile.



Les objectifs de la formation officiers sont :

- l'acquisition des connaissances nécessaires pour occuper les fonctions d'officier logistique dans un bataillon ;
- l'acquisition des connaissances logistiques nécessaires pour occuper des postes en état-major national ou multinational ;
- l'acquisition des connaissances tactiques et techniques pour exercer les fonctions de chef de section.

L'objectif de la formation sous-officiers et acteurs de la société civile est de faire acquérir les connaissances techniques nécessaires à la réalisation de réparations simples ou complexes dans les domaines de la maintenance automobile, armement, gestion des matériels et approvisionnement.

Des formations à la demande sont également dispensées dans les des 13 sous-fonctions logistiques : acheminement, condition du personnel en opération, hygiène et sécurité en opération, maintien en condition opérationnelle, protection de l'environnement en opération, etc.





14

L'école génie travaux de Makabandilou (EGT) – Congo



Histoire de l'EGT

Fruit de la coopération militaire franco-congolaise, l'école du génie travaux est créée par décret en 2009. L'année suivante, l'école ouvre sa formation aux stagiaires d'autres pays francophones d'Afrique et devient une école nationale à vocation régionale (ENVR). En 2013, l'EGT acquiert le statut d'établissement public de formation professionnelle doté d'une personnalité morale et de l'autonomie financière.

Formations de l'EGT

L'EGT accueille des stagiaires des forces de défense et de sécurité ainsi que des civils. Elle dispense des enseignements dans 5 domaines : travaux publics, bâtiments et infrastructures opérationnels, bureau d'études travaux publics comprenant une filière topographie-dessin et laboratoire des sols, eau et énergie pour trois niveaux différents.

Au premier niveau figurent les formations d'enseignement des techniques de base, ouvertes aux sous-officiers, militaires du rang et stagiaires civils.

Au deuxième niveau, les cours dispensés portent sur la maîtrise des unités élémentaires de travaux pour les commandements aux grades de lieutenant et capitaine.

Enfin, le troisième niveau de formation, encore au stade de projet, sera destiné aux officiers supérieurs et aux cadres supérieurs civils des administrations publiques et des entreprises.

Partenariats de l'EGT

Le statut d'établissement public permet à l'EGT d'ouvrir des partenariats publics et privés, nationaux et internationaux. Ces partenariats s'inscrivent dans les domaines technique, pédagogique et financier. Ils ont pour objectif d'accroître

l'offre de formation par la création de nouveaux stages, de soutenir le potentiel des formateurs et de mettre à niveau le plateau technique. Parmi les partenaires internationaux, la France apporte un soutien multiforme à l'école, notamment par la prise en charge matérielle et logistique des stagiaires.

Dans une dynamique de jumelage et d'échanges, l'école du génie d'Angers a signé un partenariat avec l'EGT en 2019 dont la convention fut renouvelée au mois de juin 2025. L'EGT bénéficie également des programmes d'appui de l'Union européenne.

L'école, centre d'excellence de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), délivre des formations aux opérations de soutien à la paix (OSP) afin d'armer la Force africaine en attente (FAA). À l'échelle nationale, l'école profite de nombreux partenaires locaux qui apportent un soutien pédagogique et technique. La Congolaise des Eaux, l'Energie électrique du Congo, le bureau de contrôle des bâtiments et travaux publics (BCBTP), la délégation générale des grands travaux et d'autres entreprises nationales soutiennent l'EGT. Un jumelage avec l'université Denis Sassou-Nguesso a été lancé en 2023.

Chiffres-clefs



14 stages proposés
de 5 à 40 semaines



3231 stagiaires formés depuis
sa création issus de
19 pays d'Afrique francophone



168
personnels encadrants
dont **2** experts français



3275
stagiaires formés





15

L'école d'application et de perfectionnement interarmes de Thiès (EAPI) – Sénégal



Histoire et mission de l'EAPI

Créée en 1991 sous le nom d'école d'application de l'infanterie (EAI), l'école obtient le statut d'ENVR en 2000. Par décret présidentiel, l'établissement d'enseignement militaire supérieur devient l'école d'application et de perfectionnement interarmes (EAPI) en 2022.

L'école a vocation à assurer l'application et le perfectionnement des officiers d'active et de réserve destinés au commandement des unités et des formations des armes de mêlée ou d'appui. L'EAPI répond aux besoins des pays africains de former un vivier d'officiers aux connaissances et procédures communes, capables de travailler ensemble pour lutter contre l'insécurité dans la sous-région.

Gouvernance de l'EAPI

Ce projet est sous tutelle du Ministère des Forces armées sénégalaises. Les orientations pédagogiques et budgétaires sont décidées lors d'un comité de pilotage bilatéral chaque année. Le directeur de l'école est un officier supérieur des armées sénégalaises entouré d'un encadrement entièrement sénégalais pour la gestion et l'organisation administrative de l'école ainsi que son soutien (casernement, habillement, restauration, santé, transport, sport). La France affecte deux experts afin d'assurer la direction des études et l'expertise d'instruction. Le directeur des études est en charge du dialogue avec les autorités, du suivi du projet ainsi que de l'organisation, de l'administration générale et des finances allouées par la partie française à l'école.

Formations de l'EAPI

L'EAPI accueille chaque année une centaine d'officiers stagiaires issus d'une vingtaine de pays africains. Les cours sont exclusivement dispensés en français.



La première formation est un cours d'application des chefs de section d'infanterie (CACSI) de dix mois qui peut accueillir jusqu'à 60 stagiaires. La deuxième formation est un cours d'application des chefs de peloton blindé (CACPB) de 10 mois pour 20 stagiaires. Ce stage a lieu tous les 2 ans. Enfin le dernier enseignement est divisé en 2 cours pour les futurs commandants d'unité d'infanterie et d'unité blindée de 5 mois calibrés pour 16 officiers stagiaires.

Le CACSI 2025 - 2026 accueille le premier officier féminin sénégalais. Avant le Sénégal, le Lesotho, la Côte d'Ivoire et le Botswana ont confié à l'EAPI la formation d'une femme chef de section infanterie.

Chiffres-clefs



100 élèves stagiaires
par an



2 experts
français insérés



1600 officiers
formés depuis le statut
d'ENVR de l'école



26 nationalités
différentes



16

Académie militaire des systèmes d'information et de communication (AMSIC), Côte d'Ivoire



Histoire et mission de l'AMSIC

Projet ivoirien soutenu par la France et lancé en 2023, l'académie militaire des systèmes d'information et de communication est une école nationale à vocation régionale, implantée au sein du camp militaire OUATTARA Paul Thomas d'Aquin, à Abidjan.

L'AMSIC a ouvert ses portes en janvier 2025 avec l'organisation de son premier stage, le cours des futurs commandants d'unité du domaine SIC.

La mission principale de l'AMSIC est de former les officiers des pays partenaires dans le domaine des SIC et des technologies numériques associées, pour les préparer à contribuer, dans un contexte opérationnel, à la planification et à la conduite de la manœuvre de ces systèmes, tout en garantissant la fiabilité et la sécurité des communications.

Gouvernance

Sous la coordination du Ministre d'État, Ministre de la Défense de Côte d'Ivoire, l'AMSIC est placée sous la tutelle du Chef d'État-Major Général des Armées (CEMGA).

L'académie est commandée par un officier supérieur ivoirien appartenant à la fonction opérationnelle SIC, désigné depuis le mois de mai 2024 par le CEMGA. Un premier officier supérieur français est directeur adjoint et directeur des études de l'AMSIC, tandis qu'un second officier supérieur français est chef du bureau formation.

Un comité de pilotage réunissant les principaux acteurs ivoiriens et les experts français se réunit une fois par an, sous la présidence du CEMGA et de l'attaché de Défense près l'ambassade de France en Côte d'Ivoire.

Formations proposées par l'AMSIC

Au cours de l'année 2026 l'AMSIC organisera cinq stages, qui devraient permettre d'accueillir environ 80 stagiaires, répartis de la façon suivante :

- un stage « cours des futurs commandants d'unité SIC » (CFCU SIC), 16 stagiaires pendant 4 mois ;
- deux stages « module SIC du diplôme d'état-major » (SIC DEM), 16 stagiaires pendant 4 semaines ;
- deux stages « cybersécurité et lutte informatique d'influence » (cyber sécurité et L2I), 16 stagiaires pendant 3 semaines.



Chiffres-clefs



45 officiers formés
en 2025, issus de 10 pays
africains



2 experts
français insérés



4 stages réalisés
en 2025



17

Le centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution de Ouidah (CPADD) – Bénin



Histoire du CPADD

En février 2001, le séminaire de Bamako appelle les pays africains, États-parties de la convention d'Ottawa, à mettre en œuvre les engagements pris en matière de lutte contre les mines antipersonnel, par l'intermédiaire d'une coopération régionale.

Avec le soutien de la France, le Bénin inaugure en 2003 le CPADD au cœur de la ville historique de Ouidah (50 kilomètres à l'ouest de Cotonou).



Gouvernance du CPADD

Ce projet est sous tutelle du Ministère de la Défense béninois. Un comité de pilotage bilatéral permet chaque année de valider les orientations budgétaires et pédagogiques du CPADD. Le directeur de l'école est un officier supérieur béninois, appuyé par du personnel béninois pour la gestion, le soutien et l'organisation administrative de l'école. Deux experts français assurent la direction des études et l'expertise dans le domaine du déminage et des explosifs. Le directeur des études est en charge

de la planification des actions de formation, du dialogue avec les partenaires et du suivi budgétaire des fonds versés au titre des formations.

Missions du CPADD

L'école contribue à la création d'une capacité africaine opérationnelle dans les domaines de la lutte contre les effets des engins explosifs conventionnels et improvisés, de la gestion de la sécurité physique des stocks de munitions et de la réduction de la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC).

Centre de référence international, le CPADD dispose d'infrastructures de qualité. Les équipements pédagogiques et didactiques sont financés par de nombreux bailleurs internationaux, notamment le Japon, la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas et l'Allemagne.

Le CPADD est reconnu comme « centre d'excellence » par le centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD) et le service de l'action contre les



mines des Nations unies (UNMAS) depuis 2011. Les formations répondent aux normes internationales de chacun des domaines : normes internationales de l'action contre les mines (NILAM), normes internationales sur le contrôle des armes légères (MOSAIC), directives techniques internationales sur les munitions (DTIM). Tous les stages sont qualifiants et font l'objet,

après commission d'attribution, de la délivrance d'un diplôme reconnu dans le monde entier.

Chiffres-clefs



4966

stagiaires depuis
la création



Stagiaires civils et
militaires de **26** pays
africains et de la
France



2

experts français
militaires insérés



Pour suivre l'actualité du CPADD

www.cpadd.org - Facebook : CPADD - formation
en déminage dépollution - LinkedIn : CPADD



18

L'école d'administration des forces de défense de Libreville (EAFDL) – Gabon



Histoire et mission de l'EAFDL

Installée depuis l'été 2024 au camp "de Gaulle", l'école d'administration des forces de défense de Libreville (EAFDL) est la troisième ENVR issue du partenariat entre le Gabon et la France. Héritière de l'école d'administration militaire de Koulikoro (Mali), elle accueille sa première promotion en 2022. L'école a pour mission de moderniser les capacités administratives militaires afin de répondre aux évolutions contemporaines des armées.

L'école répond au besoin des pays africains de disposer d'officiers du corps technique et administratif (OCTA) et de sous-officiers capables de travailler dans un environnement national et international, en administration centrale ou en poste au sein des forces armées. L'objectif est de renforcer l'interopérabilité des pratiques de gestion administrative.

Gouvernance de l'EAFDL

L'école est placée sous la tutelle du ministre de la Défense nationale gabonais. Elle dépend, pour emploi, du secrétaire général du ministre de la Défense nationale. Elle est commandée par un officier supérieur des forces armées gabonaises. Un comité de pilotage est prévu tous les ans. Il est présidé par le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, représentant l'autorité de tutelle pour la partie gabonaise. L'attaché de défense de l'ambassade de France à Libreville et le chef de projet, directeur des études de l'EAFDL, y participent également.

Formations de l'EAFDL

L'école propose 3 formations de cursus :

- certificat technique de premier niveau (CT1) : formation de seize semaines destinés aux sous-officiers subalternes. Elle couvre les techniques administratives, bureautiques, budgétaires, financières et comptables ;

- certificat technique de second niveau (CT2) formation de seize semaines qui s'adresse aux sous-officiers plus expérimentés ; formation d'application de quarante-et-une semaines sanctionnée par un master en administration générale et en relations internationales (AGRI) ;
- formation des officiers du corps technique et administratif (OCTA) : formation de 41 semaines, vitrine de l'École, sanctionnée par un master en administration générale et relations internationales (AGRI) délivré en partenariat avec l'Université Omar Bongo..

Les formations de cursus sont enrichies par des modules complémentaires qualifiants tels que le secourisme, la lutte contre les incendies et une initiation au sein du centre d'entraînement commando (CEC) situé en Forêt du Gabon (FOCA) formation à la méthode de raisonnement logistique et au droit international humanitaire.

En parallèle, l'École développe une offre de stages courts, afin de répondre aux besoins spécifiques des corps habillés du Gabon. Après les domaines des ressources humaines et de la bureautique, le catalogue sera progressivement élargi à la gestion de secrétariat, aux archives, à la comptabilité et à la correspondance militaire.



Partenariats de l'EAFDL

L'EAFDL s'appuie sur divers partenariats aux objectifs distincts.

Partenariats structurels :

Un partenariat avec l'université Omar Bongo permet de renforcer la formation des officiers du Corps Technique et Administratif (OCTA). Cette collaboration débouche sur l'obtention d'un master en administration générale et relations internationales (Master AGRI).

Partenariats de coopération :

Un partenariat avec le DLIA Gabon (Direction du commissariat) offre aux meilleurs stagiaires l'opportunité d'effectuer un stage professionnel de six mois. Cette expérience leur permet de consolider leurs acquis théoriques par une immersion pratique de qualité.

Partenariats de formation :

Un partenariat privilégié a été signé avec l'École des commissaires des armées (ECA) de Salon-de-Provence. Il prévoit notamment l'échange de bonnes pratiques, le partage de ressources pédagogiques et l'accueil, chaque année, d'un stagiaire en France pour une durée de deux mois. D'autres collaborations sont en cours de développement avec des écoles françaises de renom, telles que l'académie militaire de la gendarmerie nationale (AMGN) et l'école de spécialité du commissariat des armées (ESCA).

Chiffres-clefs



75 stagiaires
par an répartis
dans **3** formations



Formation administrative des
officiers sur **41** semaines issus
de **15** nationalités différentes



2 experts
français insérés



Pour suivre l'actualité de l'EAFDL

Facebook : École d'administration des Forces de défense de
Libreville



19

L'école d'État-major de Libreville (EEML) – Gabon



Histoire de l'EEML

Fruit de la coopération militaire entre le Gabon et la France, l'école d'état-major de Libreville (EEML) est créée par décret en 2002 et accueille sa première promotion dès 2001. Une convention entre les deux pays définit ses conditions de fonctionnement.

Si la première promotion est composée de 19 élèves, le succès de l'école permet progressivement l'élargissement de la durée de scolarité et l'augmentation des effectifs de stagiaires. En 2013, la scolarité dure 39 semaines et accueille 60 élèves par promotion. En 2014, l'EEML prend la décision de doubler sa capacité de formation et met en place 2 stages par an. Chaque année, 120 stagiaires originaires de l'ensemble du continent africain sont ainsi formés à l'EEML. Depuis la rentrée 2023, afin d'approfondir les thèmes et domaines étudiés et favoriser l'acquisition de nouvelles compétences, la durée de la scolarité est portée à 9 mois.

Grâce à l'expérience acquise, le partenaire gabonais assure de manière autonome l'essentiel de l'encadrement de l'école. La participation française se concentre désormais sur une mission d'accompagnement pédagogique et organisationnel, de conseil et de soutien financier aux stagiaires.

Gouvernance de l'EEML

L'EEML est placée sous la tutelle du Ministère gabonais de la Défense nationale. L'école est commandée par un officier général des forces armées gabonaises. Celui-ci dépend directement du secrétariat général. Il dispose d'un pôle de commandement, d'une direction de soutien technique et d'une direction de soutien logistique.

Sous l'autorité du commandant de l'école, un officier supérieur français est à la tête de la direction des études et de la formation. Au sein de l'école, un second officier supérieur français est conseiller de la scolarité et chargé de



l'administration et de la coordination. Un troisième expert français, sous-officier, complète le dispositif de soutien en matière administrative et comptable. La conduite des promotions est organisée et dispensée par la partie gabonaise, avec l'appui de la France pour la mise en œuvre.

Un comité de pilotage sous la présidence du secrétaire général du ministère de la Défense et de l'attaché de défense de l'ambassade de France à Libreville se tient tous les ans et réunit les acteurs gabonais ainsi que les experts français. Une revue de programme interne à l'école complète ce comité de pilotage.

Missions de l'EEML

L'école délivre un enseignement militaire supérieur de premier degré. L'EEML forme 60 stagiaires par an, regroupés dans une promotion, lors d'une formation de 9 mois. Sélectionnée sur concours, cette élite des armées africaines suit un enseignement exigeant.

Les stagiaires apprennent les méthodes de planification et de conduite des opérations afin d'être aptes à servir en tant qu'officier traitant en État-major tactique de niveau brigade interarmes, nationale ou internationale.

Les officiers stagiaires sont également formés en tant que rédacteurs d'état-major organique, afin de répondre aux besoins des états-majors nationaux ou internationaux dans le cadre du service courant. Le stage est validé par l'obtention du diplôme d'état-major (DEM). Une convention avec l'université d'Omar Bongo permet aux stagiaires d'obtenir un diplôme de master "défense, sécurité et gestion des conflits en Afrique".

L'EEML est l'école d'état-major de référence sur le continent africain et jouit d'une excellente légitimité sur le plan national et régional. Elle délivre à la demande des formations de formateurs pour soutenir le réseau d'autres écoles d'état-major en Afrique.

Partenariats de l'EEML

Le Comité international de la Croix-Rouge est partenaire de l'EEML. L'école fait également partie du réseau d'expertise et de formation francophone pour les opérations de paix (REFFOP) depuis 2013.

La scolarité dispensée s'appuie sur l'enseignement de l'école d'état-major de Saumur en France.

Chiffres-clefs



Plus de
1600
stagiaires formés
depuis 2002



1 promotion
par an de
60 officiers



3 experts
français insérés



Pour suivre l'actualité de l'EEML
<http://eeml.defense-nationale.gouv.ga>
Twitter : @EEM_Libreville



20

L'école supérieure internationale de guerre de Yaoundé (ESIG) – Cameroun



Histoire de l'ESIG

En 2005 est créé le cours supérieur interarmées de Défense (CSID) par décret présidentiel, qui devient l'école supérieure internationale de guerre (ESIG) en 2013. La même année, l'ESIG est érigée en centre d'excellence par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). L'école signe dès 2008 une convention de partenariat actif avec l'École de Guerre de Paris.

L'ESIG forme des officiers supérieurs à l'exercice des plus hauts commandements militaires sur les théâtres d'opérations. Sa vocation internationale lui a permis d'acquérir une expérience reconnue en matière d'interopérabilité. Les officiers brevetés de l'ESIG forment la colonne vertébrale des états-majors de la Force multinationale mixte (FMM), des centres opérationnels nationaux africains et de l'encadrement des écoles de guerre de Kinshasa (RDC), Zambakro (Côte d'Ivoire) et Nouakchott (Mauritanie).

L'école jouit aujourd'hui d'une renommée internationale en raison de son ouverture à de nombreux pays et de l'adaptation de la formation aux défis sécuritaires du continent africain.

Gouvernance de l'ESIG

Établissement public rattaché au ministère de la Défense, l'école est soumise à un comité de pilotage annuel présidé par le Chef d'État-major camerounais. L'attaché de défense ainsi que l'expert français servant à l'ESIG y participent ainsi que les autorités militaires camerounaises dont le général commandant les écoles et centres d'instruction interarmées, le commandant de l'ESIG et d'autres cadres de l'école. Un comité mixte de perfectionnement entre l'ESIG et l'École de Guerre de Paris permet de préciser les conditions du partenariat entre les deux écoles et d'évoquer les thèmes de l'ingénierie de formation ainsi que les programmes d'instruction.

Partenariats de l'ESIG

L'équivalence reconnue avec le diplôme de l'École de Guerre de Paris à laquelle l'école est liée par partenariat, participe à l'attractivité de cette formation d'excellence.

Une convention avec l'université de Yaoundé permet également aux stagiaires disposant des prérequis académiques d'obtenir un diplôme de master 2.

Devenue centre d'excellence de la CEEAC en 2013, l'ESIG contribue à l'architecture régionale de sécurité et de gestion des crises, en formant ponctuellement des décideurs militaires et civils de la sous-région.

Première École de Guerre francophone de l'Afrique subsaharienne, l'ESIG a fêté ses 20 ans avec la 20ème promotion en juillet 2025. Elle se prépare à accueillir son 1000ième auditeurs sur le cycle 2026-27. L'ESIG fut également la première École de Guerre africaine à enseigner la méthode globale de planification opérationnelle (MGPO) et dispose de cadres qui se sont pleinement appropriés cette méthode.

Chiffres-clefs



19 cadres
d'administration et de
formation dont **2**
experts militaires
français insérés



62
stagiaires
par an



25
pays représentés par an



1 stagiaire français
par an suit la formation
à l'ESIG depuis 2009



Pour suivre l'actualité de l'ESIG
Twitter : @ESIG_Yaounde



22

L'académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) – Côte d'Ivoire



Histoire de l'AILCT

La création de l'académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) est annoncée conjointement par le Président de la République ivoirienne et le Président de la République française en 2017, en marge du sommet entre l'Union Africaine et l'Union Européenne. En 2019, l'existence juridique de l'académie est consacrée lors de la signature d'un accord gouvernemental entre la Côte d'Ivoire et la France. L'AILCT est inaugurée en juin 2021 à Jacquesville, à trente-cinq kilomètres d'Abidjan, sur un site de mille deux cents hectares entre mer, forêt et lagune.

L'Académie reçoit des stagiaires de l'ensemble du continent africain, représentant 26 nations africaines. Elle développe progressivement une offre de formation spécifique à destination des pays anglophones, arabophones et lusophones.

Centre de référence et d'expertise internationale de lutte contre le terrorisme, elle vise à structurer les capacités des États et à faire émerger une culture commune et un écosystème de professionnels en développant la coopération internationale, l'interopérabilité et la concertation des acteurs des ministères régaliens, combinant ainsi approche sécuritaire et approche judiciaire de la lutte contre le terrorisme. L'expertise internationale qui s'y déploie vise à développer progressivement une véritable expertise africaine intégrant au plus près les réalités du continent, et directement adossée aux apports de la recherche stratégique.

Gouvernance de l'AILCT

L'académie est sous tutelle du ministère d'Etat, ministère de la Défense ivoirien. Elle est gouvernée par un conseil d'administration, composé en 2025 des 18 États et organisations internationales qui participent à son développement par des contributions financières, humaines et capacitaires.



L'Union européenne est le plus gros contributeur de l'académie. L'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, les Emirats Arabes Unis, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse ainsi que l'Union Africaine et la CEDEAO apportent également leur soutien.

Le directeur général de l'académie est un général ivoirien. Ce dernier est appuyé par du personnel ivoirien pour la gestion, le soutien et l'organisation administrative de l'école (21 personnes en 2025).

La France affecte pour sa part 7 coopérants afin d'assurer la direction adjointe de l'académie, la direction des études et l'expertise dans les domaines de la lutte antiterroriste, de l'administration et des finances et la coordination de l'équipe internationale (un américain, un britannique, un allemand et trois suédois en 2025)

Formations de l'AILCT

L'académie construit son action de formation sur trois piliers. Le premier pilier est l'école interministérielle des cadres qui s'adresse aux responsables nationaux de la lutte contre le terrorisme. Parmi les stagiaires figurent ainsi des militaires, des policiers, des gendarmes, des magistrats, des hauts fonctionnaires, des agents des administrations pénitentiaires et des douaniers. Le deuxième pilier accueille un centre d'entraînement pour les forces spéciales et les unités d'intervention spécialisées de la police et de la gendarmerie, qui ouvre également ses infrastructures aux services d'intervention en milieu carcéral Enfin, l'institut de recherche stratégique rassemble des chercheurs et experts des questions de la lutte contre le terrorisme contribuant par la recherche de terrain à la compréhension interdisciplinaire et l'anticipation de l'évolution du terrorisme.

Partenariats de l'AILCT

Fruit d'un partenariat bilatéral exceptionnel, l'académie est pionnière en ce qu'elle associe d'autres Etats et organisations internationales à sa gouvernance, et intègre l'ensemble des ministères participant directement à la lutte contre le terrorisme : la Défense, l'Intérieur, la Justice, et les Finances. Ces ministères sont représentés au niveau de l'équipe, et déploient de l'expertise à destination de leurs homologues africains.

L'académie développe également des partenariats avec des organisations internationales, comme l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, le Comité International de la Croix rouge et Interpol.



Chiffres-clefs



Environ 1000 stagiaires issus de **26 pays** formés en 2025 avec **une centaine de semaines** de formations dispensées



Une **structure** qui repose sur **3 piliers** de fonctionnement



7 experts français insérés



15 millions d'euros de budget exécuté en 2025, dont la moitié dédié à la construction d'infrastructures d'accueil et d'entraînement



L'école nationale de cybersécurité à vocation régionale de Dakar (ENC-VR) – Sénégal



Histoire et mission de l'école

L'Ecole nationale de cybersécurité à vocation régionale (ENVR) de Dakar est issue de la volonté des deux chefs d'Etat sénégalais et français de développer la coopération dans le domaine Cyber. Celui-ci comporte de nombreux enjeux de sécurité et de souveraineté numérique qui sont essentiels pour le développement et la stabilité des Etats. Créée par décret en 2018 en tant qu'Ecole nationale de cybersécurité, l'ENVR Dakar a fait l'objet d'une convention bilatérale entre la France et le Sénégal en 2021. Installée sur un site provisoire, l'ENVR devrait intégrer des locaux dédiés dans un avenir proche. Elle possède un plateau technique composé de quatre salles dotées d'équipements de pointe qui permettent de répondre aux besoins des auditeurs et stagiaires en fonction des thématiques. L'ENVR œuvre dans les domaines de la lutte contre la cybercriminalité, de la cybersécurité, du renseignement numérique et de la gouvernance du cyberspace. L'école, destinée à être une plate-forme de référence pour les pays d'Afrique de l'Ouest vise à positionner le Sénégal, en partenariat avec la France, comme un pôle d'excellence régional dans le domaine Cyber. L'ENVR travaille en partenariat avec de nombreux partenaires institutionnels et opérateurs et accueille des auditeurs venant des différents Etats d'Afrique de l'Ouest et de tout le continent, issus principalement de l'administration régaliennne de ces Etats. Elle suscite l'intérêt croissant d'organisations africaines comme l'Union africaine (UA), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la Communauté des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union européenne (UE) ainsi que celui d'autres ENVR, notamment en matière de prévention des risques et menaces cyber.

Gouvernance de l'école

La Gouvernance de l'école L'ENVR est placée sous la tutelle administrative du Président de la République du Sénégal et la tutelle financière du Ministre des Finances. Les grandes orientations sont validées à l'occasion d'un comité de pilotage bilatéral qui se tient une fois par an. Le Directeur de l'école est sénégalais et dirige le personnel



administratif de l'ENVR tout en assurant la coordination du travail des deux experts français mis à disposition de l'ENVR. Ces deux derniers sont en charge de la programmation annuelle et de l'organisation des formations régionales et/ou partenariales financées par la DCSD ou l'Union européenne via des opérateurs, de la conduite des formations en matière de lutte contre la cybercriminalité et de la gestion du budget alloué par la France. Conformément aux termes de la convention bilatérale entre la France et le Sénégal, un tiers des auditeurs et stagiaires accueillis à l'école sont sénégalais et les deux autres tiers sont originaires d'autres pays du continent, principalement d'Afrique de l'Ouest.

Au titre de 2025, l'ENVR Dakar a assuré 18 formations dans le domaine de la lutte contre la cybercriminalité au bénéfice de 350 auditeurs, 10 formations en cybersécurité pour 198 auditeurs, 7 formations en gouvernance du cyberspace ayant touché 181 auditeurs et 4 dans le champ du renseignement numérique à destination de 52 auditeurs. Ce sont en tout 781 auditeurs dont 156 femmes, provenant de 33 pays africains qui ont été formés pendant 226 jours en 2025. L'affectation prochaine de locaux dédiés à l'ENVR devrait consolider son statut de référence régionale en matière de formation spécialisée dans le domaine cyber. En addition de ces formations régionales, la direction générale de l'école dispense des formations nationales à destination des personnels de ses administrations régaliennes.

Partenariats de l'ENC - VR

L'ENVR Cyber de Dakar s'emploie à mettre en place de nouveaux partenariats, à la

fois institutionnels, académiques et privés, qu'ils soient internationaux, régionaux ou nationaux. Elle développe d'ores et déjà des actions et projets avec d'autres ENVR, comme l'Institut de sûreté maritime interrégional (ISMI) en Côte d'Ivoire, le Cours d'application des officiers de Gendarmerie (CAOG), favorisant ainsi un véritable écosystème régional dans le domaine de la coopération de sécurité et de défense. C'est dans ce cadre que l'ENC-VR a initié en 2025 ses premières formations à distance au profit de l'EASSML et d'Interpol. L'ENVR a enfin pour ambition, ses partenariat avec l'Union européenne, l'ONUSD et INTERPOL.

Chiffres-clefs



781 auditeurs
(dont 145 femmes)
formés en 2025



39 formations
en 2025



2 experts
français insérés

MONTÉNÉGRO



Podgorica

24

Le centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO) de Podgorica – Monténégro



Histoire et mission du C3BO

Implanté au Monténégro, le Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO) a été créé en 2022 à l'initiative de la France et de la Slovénie puis avec le Monténégro, pays-hôte. L'activité du C3BO, qui s'effectue principalement via des sessions de formation, a débuté en mai 2023 puis a été officialisée par la signature de l'accord intergouvernemental signé à Tirana le 16 octobre 2023 qui lui octroie le statut d'Organisation internationale.

Il a été officiellement inauguré en décembre 2024. Le Centre déploie des programmes et des actions dans les domaines de la Cybersécurité, de la lutte contre la Cybercriminalité et de promotion de la Cyber diplomatie à destination des six pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie).

Il a été conçu comme une plate-forme régionale de référence. Il a pour but de développer les capacités, d'améliorer le partage des bonnes pratiques et de renforcer les écosystèmes cyber des pays de la région. Le C3BO a vocation à compléter les autres projets cyber dans la région. A ce titre, deux formations universitaires ont été mises sur pied en 2025 avec l'université de technologie de Troyes, avec le 'Digital Forensics Bachelor Degree' pour le pilier cybercriminalité et le 'Cybersecurity Degree' pour le pilier Cybersecurite.

La mission de renforcement capacitaire cyber du C3BO consiste à mettre en place des formations en lien avec les besoins mais également à doter nos partenaires avec des outils adaptés à l'extraction de données ou à la traçabilité des cryptomonnaies par exemple.

Le C3BO est destiné non seulement à un renforcement capacitaire mais surtout à une structuration des forces (développement d'instruments de formation, mise à disposition d'équipements, formation de spécialistes). Il vise également à soutenir le renforcement du cadre réglementaire des pays de la région selon les standards de l'UE que ce pays ont vocation à rejoindre.



Formations du C3BO

L'activité du centre repose avant tout sur des sessions de formations destinées tant aux services de police, qu'aux magistrats, aux administrations et aux entreprises du secteur privé. Ces formations sont principalement proposées dans les domaines de la cybercriminalité et de la cybersécurité et sont animées soit par les coopérants français du C3BO, experts cyber de haut niveau, soit par des partenaires et intervenants extérieurs.

Le Centre accueille également des conférences et tables-rondes concernant les différents piliers sur lesquels repose son action et en particulier dans le domaine de la Cyber diplomatie (normes et bonnes pratiques, environnement législatif, etc.).

Partenariats du C3BO

Le C3BO est au service des pays des Balkans occidentaux qui sont ses premiers partenaires et bénéficiaires. Il pourra accueillir d'autres membres, Organisations internationales, ONG ou Etats qui seront également ses partenaires.

Le Centre a d'ores et déjà établi des partenariats avec des Opérateurs et Agences, des Organisations internationales et des ONG comme l'agence néerlandaise NCSC,

l'opérateur estonien e-GA, EUROPOL, le Conseil de l'Europe, DCAF, le GFCE ou ReSPA. Le C3BO opère également en lien avec la Délégation de l'UE au Monténégro et la Commission européenne et a déposé une demande de financement auprès de la DG NEAR.

Dans le domaine universitaire, le C3BO œuvre avec l'Université technologique de Troyes (licence proposée par le C3BO dès 2025), l'Université Nice Côte d'Azur et celles de Podgorica et de Maribor.

Chiffres-clefs



2022
création du C3BO



6 pays
des Balkans
occidentaux
bénéficiaires



3 experts
français mis à
disposition



25 semaines de
formation en 2025
avec plus de 470
stagiaires

Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD)
www.diplomatie.gouv.fr

Impression : reprographie du MEAE - DIL - La Courneuve



Direction de la coopération de sécurité et de défense



Direction de la coopération de sécurité et de défense



@CoopSecuDefense



@CoopSecuDefense



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

